

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 543 du 27.07.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Alain Gresh : La droite 'dure' européenne au secours d'Israël.

1 Dossier

1-1 Anthon y DiMaggio : [Menaçant l'ordre mondial, USA et Israël veulent reconstituer leurs stocks d'armes nucléaires.](#)

1-2 Chris Marsden : Obama défend la dissuasion nucléaire par Israël.

1-3 Nouveauté dans les jeux vidéo : meurtre à distance.

1-4 Abir Taleb : Israël - une reprise des négociations directes sans donner la moindre garantie ni faire la moindre concession.

1-5 PCHR : Le refus d'ouvrir des enquêtes sur les actions des soldats israéliens, revient à les encourager officiellement à commettre de nouveaux crimes.

1-6 Tibi : Une loi obligeant les résidents arabes à jurer allégeance à un Etat juif.

1-7 B'Tselem : les colonies juives contrôlent plus de 42 % de la superficie de la Cisjordanie.

1-8 Situation dans les geôles israéliennes.

2 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

2-1 L'intervention israélienne racontée à Jens Littorin par Henning Mankell.

2-2 Brutalités policières sans précédent.

2-3 Salah Hamouri : J'espère que vous lirez cette lettre...

2-4 Mechaal: La résistance peut capturer d'autres soldats pour libérer les captifs palestiniens.

2-5 Le colon Haïm Pearlman: « le Shin Beth m'a incité à assassiner des Palestiniens ».

2-6 Jacob Cohen s'exprime à propos de l'espionnage juif.

2-7 Nicole Johnston : A l'intérieur de la « zone-tampon » d'Israël.

2-8 Walajeh redoute d'être emmurée.

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

3-1 Khaled Amayreh : La destruction de l'Etat palestinien.

3-2 Israël et son arsenal militaire.

4 Annexe

4-1 Dr. Azzam Tamimi : Hamas : son histoire de l'intérieur.

4-2 De l'Iran au Monde arabe et à la Palestine.

4-3 Quand la drogue devient une arme de guerre...

4-4 Tous les nouveaux articles de ce jour concernant la Palestine par Ismael Mulla.

Tiré a part

Alain Gresh : La droite 'dure' européenne au secours d'Israël.

De nombreuses forces politiques européennes, de la droite populiste à la droite traditionnelle, envisagent désormais le conflit israélo-palestinien comme l'une des composantes de la guerre de civilisation contre l'islam. Geert Wilders, le chef du parti populiste néerlandais qui est devenu la troisième force du pays aux élections législatives de juin, vient d'affirmer ses vues sur le conflit (« [Geert Wilders : Change Jordan's name to Palestine](#) », Y-Net, 20 juin) :

« Si Jérusalem tombe aux mains des musulmans, Athènes et Rome suivront. Ainsi, Jérusalem est la principale ligne de défense de l'Occident. Ce n'est pas un conflit sur le territoire, mais une bataille idéologique entre la mentalité de l'Occident libéré et l'idéologie de la barbarie islamique. »

Il a donc proposé comme solution de... rebaptiser la Jordanie et de l'appeler « Palestine ». Cela, selon lui, suffirait à régler le problème palestinien.

Rappelons que cette idée, « la Palestine c'est la Jordanie », fut longtemps défendue par la droite israélienne (notamment après 1967). Le Parti travailliste, lui, prônait l'option jordanienne, c'est-à-dire la négociation avec le régime hachémite (plutôt qu'avec l'OLP) pour arriver à un compromis territorial qui aurait permis de laisser le soin à la Jordanie de gérer la majorité des habitants de Cisjordanie (et d'éviter ainsi qu'Israël ne se retrouve avec « trop » de citoyens palestiniens).

Dans un précédent envoi sur l'attitude de la droite européenne, j'avais cité Laurent Chambon :

« Une des inventions bénéluxiennes les plus populaires est une extrême droite post-coloniale et post-raciste (en tout cas dans sa forme), qui base son rejet des migrants sur des critères laïcs et "progressistes". Le Vlaams Belang de Filip Dewinter en est un bel avatar flamboyant et islamophobe, et Pim Fortuyn et sa LPF, Rita Verdonk et son Troots op Nederland (ToN, "Fier des Pays-Bas") comme Geert Wilders et son Partij voor de Vrijheid en sont différentes versions néerlandaises. »

La droite dure suisse n'est pas en reste. Oscar Freysinger, l'homme à l'origine de la « votation » sur l'interdiction de la construction de minarets en novembre 2009, explique : « Notre parti a toujours défendu Israël parce que nous sommes bien conscients que, si Israël disparaissait, nous perdriions notre avant-garde. (...) Aussi longtemps que les musulmans sont concentrés sur Israël, le combat n'est pas dur pour nous. Mais aussitôt qu'Israël aura disparu, ils viendront s'emparer de l'Occident. » (Cité par Olivier Moss, in *Les Minarets de la discorde*, sous la direction de Patrick Haenni et Stéphane Lathion, Religioscope-Infolio, 2009.)

L'ancien premier ministre espagnol José María Aznar va dans le même sens dans un texte publié le 17 juin par *The Times* de Londres et traduit sur le site LePost.fr, le 19 juin, sous le titre « José María Aznar : "Israël / Occident : notre destin est inextricablement lié" ».

« Israël est notre première ligne de défense dans une région turbulente qui risque constamment de sombrer dans le chaos, une région vitale pour notre sécurité énergétique en raison de notre dépendance excessive au pétrole du Moyen-Orient, une région qui forme la ligne de front dans la lutte contre l'extrémisme. Si Israël tombe, nous tombons tous. »

Intervenant le 30 juin sur une radio israélienne, Aznar a confirmé :

« Israël ne fait pas partie du Proche-Orient, il s'agit d'un Etat occidental qui se trouve dans cette région. C'est une démocratie tout à fait normale, qui a beaucoup souffert par le passé et notre rôle consiste à le soutenir en tant que démocratie. » Il a ajouté : « Lorsque nous luttons pour Israël, nous luttons également pour notre propre bien. » (Cité par le site L'Argument, « José María Aznar réitère son soutien à Israël ».)

Ces prises de position de la droite dure ou des nouvelles formations populistes européennes confirment un glissement que souligne, pour s'en réjouir, un commentateur israélien écrivant dans le quotidien *Maariv* (24 juin). Il s'appelle Nadav Haetzni (partisan, par ailleurs, de retirer le passeport israélien aux Palestiniens vivant en Israël) : « En Europe, il existe des signes de changements vitaux qu'il faut qu'Israël alimente. De nombreux Européens se rendent enfin compte des conséquences d'une politique de la porte ouverte à l'immigration issue de l'Afrique du Nord et des pays arabes. Le côté positif de la venue d'une main-d'œuvre bon marché est désormais contrebalancé par ce qu'apportent avec eux nombre de ces immigrants : l'extrémisme et une volonté d'imposer l'islam à la vieille Europe. A Amsterdam, Paris et Madrid, on se réveille finalement et on est terrifié par la direction qui est imposée à l'Occident. Cette prise de conscience permet de mieux comprendre ce que nous avons eu à affronter depuis la naissance du sionisme politique. Il est donc temps (...) de commencer à écouter ces nouvelles voix venues d'Europe. »

Cela fait de nombreuses années que des journalistes ou des intellectuels dénoncent l'invasion musulmane de l'Europe, de Bat Ye'or, qui fut une pionnière, à Alain Besançon. Dans le monde anglo-saxon, les livres sur ce

thème sont pléthore. Ce discours est désormais relayé par certains partis de la droite populiste ou extrême ; abandonnant l'antisémitisme pour l'islamophobie (un tournant que d'autres formations comme le Front national n'ont pas encore assumé, le vieil antisémitisme y restant puissant), ils proclament qu'Israël serait le bastion avancé de la civilisation dans sa lutte contre la barbarie.

Alain Gresh

5 juillet 2010

<http://blog.mondediplo.net/2010-07-05-La-droite-dure-europeenne-au-secours-d-Israel>

1 Dossier

1-1 Anthon y DiMaggio : Menaçant l'ordre mondial, USA et Israël veulent reconstituer leurs stocks d'armes nucléaires.

Un récent article du quotidien israélien Ha'aretz fait état d'un engagement des Etats-Unis dans un processus de renforcement du stock d'armes nucléaires d'Israël.

L'information, publiée ces derniers jours, est tirée de la radio de l'armée israélienne, et évoque un document secret traitant de la coopération nucléaire entre les dirigeants US et israéliens (1). Israël n'a pas signé le Traité de non-prolifération (TNP), ce qui signifie que, théoriquement, il ne peut violer les règles internationales issues du TNP en matière de développement et de reconstitution des armes nucléaires, en dépit des efforts déployés depuis longtemps par la communauté internationale pour créer « une zone exempte d'armes nucléaires » au Moyen-Orient.

Une partie de la crainte de ceux qui prônent l'abolition du nucléaire au Moyen-Orient vient du fait que les Etats-Unis acceptent d'envoyer des matériels nucléaires - issus de leurs propres centrales nucléaires civiles - en Israël, tout comme ils l'ont fait pour l'Inde, autre pays qui refuse de signer le TNP.

Les gouvernements Obama et Netanyahu cherchent à cacher le mépris qu'ils portent à l'abolition du nucléaire en réclamant la « non-prolifération » au Moyen-Orient pendant que, simultanément, Israël boycotte les discussions de New-York (la conférence de 2010 sur le TNP) sur la nécessité d'un Moyen-Orient « exempt de nucléaire » (2). La « non-prolifération » dans ce contexte peut se comprendre comme ne s'appliquant qu'à d'autres pays, comme l'Iran, qui sont depuis longtemps la cible des planificateurs militaires US et israéliens.

Les gouvernements Obama et Netanyahu ont récemment annoncé qu'ils s'opposeraient à toute tentative visant à prendre Israël pour cible dans les négociations pour un Moyen-Orient « exempt d'armes nucléaires ». Le problème avec cette annonce est qu'Israël est justement le seul pays au Moyen-Orient à l'heure actuelle à posséder l'arme nucléaire. A la lumière de cela, toute volonté d'empêcher qu'Israël soit « pris pour cible » est inévitablement un obstacle sur la voie du désarmement nucléaire dans la région.

Israël et les Etats-Unis insistent beaucoup sur les tentatives prétendues de l'Iran pour développer l'arme nucléaire. Cette campagne de propagande semble devoir porter ses fruits à la lumière de l'annonce récente de l'Iran qu'il prévoyait l'ouverture en septembre d'une centrale nucléaire dans le sud du port de Bushehr (3). Les officiels US et israéliens affirment que l'Iran est en train d'enrichir de l'uranium dans le cadre d'un programme nucléaire civil, tout en utilisant secrètement son stock d'uranium au développement de l'arme nucléaire. Ceux qui lancent de telles affirmations sont incapables d'expliquer pourquoi l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) - en plus des estimations des renseignements nationaux états-uniens - n'a réuni aucune preuve d'un développement d'arme nucléaire en Iran, en dépit des inspections innombrables par les observateurs internationaux (4). Ceux qui prétendent que l'Iran représente une menace sont tout aussi incapables d'expliquer pourquoi les inspecteurs n'arrivent pas à découvrir la moindre preuve que l'Iran produirait de l'uranium hautement enrichi (d'une qualité suffisante pour développer une arme nucléaire), à part qu'il produit de l'uranium faiblement enrichi, utilisable par des centrales nucléaires (5).

Malgré les objections ci-dessus, la campagne de propagande américano-israélienne a réussi à occulter le franc mépris d'Israël et des Etats-Unis pour le désarmement nucléaire. Il faut rappeler que les USA ont ouvertement violé le TNP en fin d'année dernière en annonçant qu'ils extrairaient du plutonium de leurs propres réacteurs nucléaires pour créer une nouvelle génération d'armes nucléaires (Pour plus d'informations voir [l'article original](#)).

Selon un récent sondage de Fox News, d'avril 2010, 65% des Etats-uniens sont d'accord pour que « les Etats-Unis agissent militairement afin d'empêcher l'Iran de produire des armes nucléaires » (6). Soit une augmentation de 4% depuis septembre 2009. Fin 2009, un sondage CNN révélait le taux incroyable de 88% d'Etats-uniens qui croyaient que l'Iran était en train de développer l'arme nucléaire (+ 27% par rapport à décembre 2007 (7). De même, un sondage du Centre des Etudes iraniennes à l'université de Tel-Aviv montrait que 81% des Iraniens pensaient que l'Iran allait développer une arme nucléaire, sondage effectué mi-2009 (8).

Les récentes révélations qu'Israël se dirige avec l'aide américaine vers la reconstitution de son programme nucléaire sont ignorées par la presse US. Dans le même temps, les efforts des Etats-Unis pour développer leur propre stock nucléaire sont complètement occultés, en dépit de l'obsession tant des USA que d'Israël avec les armes nucléaires fictives de l'Iran.

L'administration Obama et les médias de masse sont en train de promouvoir une version falsifiée qui représente les USA comme engagés dans la transparence et le désarmement nucléaires, et leurs ennemis dans l'opposition à de telles pratiques. Cette stratégie n'est nulle part plus évidente que dans les attaques continues de l'administration Obama contre la « menace nucléaire » de l'Iran, menées parallèlement aux annonces d'Obama pour un nouvel engagement dans « la transparence nucléaire ». Plus explicitement, l'administration Obama a rendu public le nombre total (jusqu'ici confidentiel) d'ogives nucléaires opérationnelles US existant aujourd'hui - et qui se monte à un peu plus de 5 000 (9). Bien que cette dernière

démarche aille dans le bon sens en ce qu'elle attire l'attention sur le stock massif des Etats-Unis, elle s'accompagne avec cynisme d'une autre annonce, discrète celle-ci, du Département de l'Energie (faite initialement en septembre 2009), que les USA se préparent à développer une nouvelle génération d'armes nucléaires, au lieu de s'orienter vers le désarmement nucléaire comme l'exigent les dispositions du TNP (10).

L'administration Obama lance des affirmations orwelliennes comme quoi elle agit pour le désarmement - alors qu'en réalité elle fait tout le contraire en reconstituant son arsenal vieillissant. Dans le même temps, Obama diabolise des nations étrangères comme l'Iran, alors que les inspecteurs internationaux et même les agences de renseignements US admettent que ce pays ne développe pas l'arme nucléaire (au moins d'après toutes les informations disponibles).

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a déclaré après la publication de l'administration sur le stock nucléaire US, « Nous pensons qu'il est dans l'intérêt de notre sécurité nationale d'être transparents autant qu'il nous est possible de l'être à propos du programme nucléaire des Etats-Unis... Ce qui est important, c'est que les Etats-Unis ne vont plus laisser les autres pays dans l'ignorance. » (11). De telles déclarations sont pour le moins non sincères, au moment où les USA décident de réactualiser leurs armes jugées obsolètes, et que la moindre information à ce sujet est absente de la presse. Au lieu de cela, les lecteurs sont soumis aux informations d'Associated Press qui prétendent que l'administration Obama est « sérieuse à propos de l'arrêt de la propagation des armes atomiques et de la réduction de leur nombre. » (12).

La focalisation US sur un programme d'armement nucléaire non existant en Iran fait fureur dans les médias US. Selon une recherche exhaustive de la base de donnée Lexis Nexis, les mots « Iran » et « armes nucléaires » sont apparus dans près de 1 000 articles du New York Times, The Washington Post, ABC, NBC, CBS, CNN, Fox et MSNBC, de janvier à juin 2010. En revanche, le programme « de modernisation du Complexe » que les Etats-Unis ont eux-mêmes annoncé publiquement - et auquel ils ont affecté 55 milliards de dollars pour l'exploitation de mines de plutonium et celle d'uranium enrichi à partir des centrales nucléaires existantes pour les utiliser dans des ogives nucléaires (13) - ce programme n'a pas mérité d'être cité une seule fois dans les médias susnommés de septembre 2009, quand le programme a été annoncé pour la première fois, à juin 2010, peu après l'annonce d'Obama de son engagement renouvelé pour la « transparence » et le « désarmement » nucléaires. Il est troublant de voir le projet US pour la production d'armes nucléaires totalement censuré dans le discours public. Obama a juré de « rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires ». Les projets du Département de l'Energie trahissent de la façon la plus claire cette promesse, et vont à l'encontre des obligations qu'ont les USA en vertu du TNP de conduire le désarmement nucléaire des Etats-Unis, et non leur réarmement. Il n'est pas surprenant que le monde des médias US ne tienne pas compte de cela, considérant que les journalistes américains sont fortement tributaires des sources officielles pour leurs articles et étant donné que les journalistes voient la politique étrangère US comme bienveillante et humanitaire dans son intention. En ne voulant pas voir le mépris des Etats-Unis pour la non-prolifération, les médias garantissent que les Américains vont rester dans l'ignorance de l'engagement éhonté de leur pays pour une politique de puissance, aux dépens de la sécurité et de la stabilité mondiales.

Notes

- 1) Barak Ravid et Reuters, Rapport : un document secret révèle un partenariat nucléaire israélo-américain, [Ha'aretz](#), 8 juillet 2010
- 2) Mark Weiss, Israël pour le boycott du projet de Moyen-Orient exempt de nucléaire, [Irish Times](#), 31 mai 2010
- 3) DPA, L'Iran annonce que la centrale nucléaire de Bushehr sera prête en septembre, [Ha'aretz](#), 7 juillet 2010
- 4) Sylvia Westall, Rien ne montre que l'Iran recherche l'arme nucléaire : la nouvelle direction de l'AIEA, [Reuters](#), 3 juillet 2009 ; Mark Mazzetti, D'après les USA, l'Iran a terminé ses travaux pour l'arme atomique, [The New York Times](#), 3 décembre 2007
- 5) BBC, L'Iran prétend à une production d'uranium mieux enrichi, [BBC](#), 24 juin 2010
- 6) Pour les chiffres fournis à l'opinion publique iranienne, voir le collecteur de sondages, [Polling Report](#)
- 7) Ibidem
- 8) Djallal Malti, Israël garde un œil inquiet sur les troubles en Iran, [AFP](#), 24 juin 2009
- 9) AP, Les USA dévoilent les détails de l'inventaire de leurs armes nucléaires, [Foxnews.com](#), 3 mai 2010
- 10) Matthew Cardinale, L'agence nucléaire US pousse à la production d'une nouvelle bombe, [Truthout/Inter Press Service](#), 30 septembre 2009
- 11) AP, Les USA dévoilent les détails de l'inventaire de leurs armes nucléaires, [Foxnews.com](#), 3 mai 2010
- 12) Ibidem
- 13) Matthew Cardinale, L'agence nucléaire US pousse à la production d'une nouvelle bombe, mardi 20 juillet 2010 - 08h:12

[Anthon y DiMaggio](#)

[Truthout/Inter Press](#), 30 septembre 2009

10 juillet 2010 - [Truthout](#) -

traduction : JPP

<http://alqods-palestine.blogspot.com/>

1-2 Chris Marsden : Obama défend la dissuasion nucléaire par Israël.

Extrait

La presse israélienne a souligné, en particulier, qu'Obama défendait la dissuasion nucléaire par Israël. Obama a rejeté que l'on désigne le programme nucléaire non-déclaré d'Israël comme une menace à la conférence nucléaire régionale du Moyen-Orient qui aura lieu en 2012.

Une déclaration de la Maison-Blanche explique : « Le président a souligné que la conférence n'aura lieu que si tous les pays se sentent confiants qu'ils peuvent y assister, et que tout effort pour montrer Israël du doigt rendra la perspective de convoquer une telle conférence peu probable. »

Ayant fait un extraordinaire lapsus, Obama a déclaré aux journalistes, « Nous croyons fortement qu'étant donné sa taille, son histoire, la région dans laquelle il se trouve, et *les menaces que nous confrontons — qu'il confronte*, Israël a des besoins de sécurité uniques particuliers. Il a besoin d'être en mesure de répondre aux menaces ou n'importe quelle combinaison de menaces dans la région. Et c'est pour cela que nous restons inébranlables dans notre engagement envers la sécurité d'Israël. » (Nous soulignons)

YNet a rapporté que « des responsables israéliens ont dit qu'aucun autre président n'avait jamais fait une déclaration aussi claire par rapport à l'ambiguïté nucléaire d'Israël », alors que la correspondante de Haaretz, Natasha Mozgovaya a appelé cette déclaration « du vrai bonbon » pour Israël.

Le vibrant hommage d'Obama à Netanyahu et l'amélioration des rapports avec Israël sont motivés, dans un premier temps, par son désir d'assurer la collaboration israélienne contre l'Iran, chacun des dirigeants ayant mentionné qu'ils ont discuté des efforts pour négocier avec l'Iran quant à ses intentions nucléaires suite à l'imposition de sanctions additionnelles par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Quelques heures à peine avant la rencontre entre Obama et Netanyahu, durant une visite en Finlande, le ministre des Affaires étrangères israélien Avigdor Lieberman a averti que « si les Iraniens obtiennent l'arme nucléaire, nous verrons une course folle à l'armement nucléaire dans tout le Moyen-Orient, avec des conséquences auxquelles je ne veux même penser ». C'est, dit-il, « la plus grande menace pour les pays du Golfe, c'est la plus grande menace pour le Moyen-Orient ».

Obama peut soutenir Israël si ouvertement seulement parce qu'il a l'appui des régimes arabes, tout comme celui de la Turquie. Les États-Unis ont été inquiets que les actions provocatrices d'Israël et le traitement des Palestiniens puissent rendre impossible la collaboration des États arabes avec son plan visant à assurer sa domination du Moyen-Orient. Mais les gouvernements bourgeois arabes ont démontré une volonté remarquable à collaborer.

Le président palestinien Mahmoud Abbas offre des concessions sans précédent à Tel Aviv afin d'assurer la continuité de l'appui financier de Washington pour son régime fantoche. Le journal de langue arabe basé à Londres Al Ahrām a indiqué qu'Abbas a soumis des propositions écrites à l'envoyé spécial américain George Mitchell par rapport aux problèmes de fond, y compris les frontières d'un État palestinien et Jérusalem.

Le rapport indique que le Fatah d'Abbas examinera un échange de terres qui permettrait à Israël de conserver les principales colonies juives en retour d'un contrôle palestinien de Jérusalem Est, à l'exception du quartier juif de la Vieille Ville et du Mur des Lamentations.

Si cette offre devait être rejetée, comme elle le sera inévitablement, la seule alternative serait de demander aux pays de la Ligue arabe d'endosser de nouveau l'initiative de paix arabe de 2002 et de supplier le Conseil de sécurité de l'ONU de reconnaître un État palestinien basé sur les frontières d'avant 1967.

Derrière le paravent de leurs déclarations vides de soutien à la cause palestinienne, les États de la Ligue arabe travaillent encore plus étroitement avec Washington et Tel-Aviv. Le jour avant la rencontre entre Obama et Netanyahu, l'administration américaine a approuvé la vente de 500 millions de livres en matériel militaire à trois États de la Ligue arabe : l'Égypte, Oman et la Tunisie. Cette entente comprenait un rehausement de systèmes de défense aérien, l'entretien d'avions et de navires militaires ainsi que des hélicoptères. Washington considère également une requête de l'Arabie saoudite pour des 75 avions F-15 et la modernisation d'autres avions qu'elle possède déjà pour une valeur de 10 milliards. Washington aurait déjà prétendument répondu favorablement à cette requête lors de la visite du roi saoudien Abdullah le mois dernier.

L'an dernier, les États-Unis ont approuvé pour près de 13 milliards en vente d'armement à des États arabes. De tels arrangements militaires et commerciaux, auxquels il faut ajouter le désir commun de restreindre le pouvoir de l'Iran dans la région, sont le facteur déterminant l'attitude de la Ligue arabe envers Israël et les Palestiniens.

Le conseiller adjoint à la sécurité nationale, Ben Rhodes, a insisté que de telles ententes ne contreviennent pas à l'accroissement de la coopération militaire et sécuritaire avec Israël et au maintien de « sa supériorité militaire... au moyen de programmes comme le « dôme de fer » [un programme de défense anti-missiles] et de contacts très étroits avec nos équipes de sécurité nationale ».

« Nous croyons qu'il y a plusieurs cas où la menace iranienne nous oblige à renforcer la capacité des États de la région à se défendre eux-mêmes », a-t-il ajouté.

Les États-Unis ont aussi accepté de vendre près de 10 milliards de dollars en armement à la Turquie.

Le président de la Syrie, Bashar al-Assad, a lancé un appel à la Turquie pour qu'elle fasse preuve de retenue sur la question du Mavi Marmara. Il a donné l'avertissement lors d'une visite officielle en Espagne lundi le 5 juillet que « Si la relation entre la Turquie et Israël ne se renouvelle pas, alors il sera très difficile pour la Turquie d'avoir un rôle à jouer dans les négociations » sur le processus de paix au Moyen-Orient, qui « affectera la stabilité de la région ».

Ankara a été forcée devant la colère populaire de protester contre son allié traditionnel, Israël, après que plusieurs citoyens turcs aient été tués lors du raid sur le Mavi Marmara, y compris le gel d'au moins 16 ententes de vente d'armes d'une valeur totale de 56 millions de dollars, le rappel de son ambassadeur et l'interdiction du survol de la Turquie aux avions militaires israéliens.

Il a été rapporté que le weekend dernier, le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a déclaré devant un petit groupe de journalistes voyageant avec lui au Kirgizstan que la Turquie couperait ses liens avec Israël si ce dernier ne s'excusait pas pour l'assaut sur le Mavi Marmara. Mais le milieu officiel turc a rapidement renié cette déclaration, de hauts responsables turcs déclarant à Reuters que le ministre avait simplement indiqué que les relations ne s'amélioreraient pas tant que les demandes d'Ankara ne seraient pas satisfaites.

Le commerce entre la Turquie et Israël ont atteint un sommet de 3,3 milliards en 2008. En 2002, lors de l'arrivée au pouvoir du Parti pour la justice et le développement, les échanges commerciaux entre les deux pays valaient 1,4 milliard. L'an dernier, malgré la récession, les échanges entre les deux pays avaient atteint 2,5 milliards de dollars.

De hauts responsables israéliens ont déclaré au *Jerusalem Post* qu'ils ne croyaient pas très probable qu'Ankara coupe ses liens avec Israël parce que « Les États-Unis ne croient pas que cela est dans l'intérêt de la stabilité au Moyen-Orient. »

« Si allaient de l'avant dans cette direction, ils connaîtraient la colère des Etats-Unis », ont dit les hauts responsables. De plus, l'Union européenne s'opposerait à un tel geste qui « enterrerait » les chances de la Turquie de rejoindre l'Union européenne.

Chris Marsden

15 juillet 2010

(Article original anglais paru le 8 juillet 2010)

<http://www.wsws.org/francais/News/2010/jul2010/neta-j15.shtml>

1-3 Nouveauté dans les jeux vidéo : meurtre à distance.

But : tuer des "terroristes"

Joueuses : Jeunes femmes dans l'armée israélienne

Les Nations Unies s'inquiètent des progrès rapides de cette technologie. Philip Alston le rapporteur des NU sur les exécutions extrajudiciaires, a perçu le danger du développement rapide *d'une mentalité de meurtre commandé à distance d'un ordinateur*. Selon les analystes, Israël ne peut se décider à abandonner une technologie qu'elle a développée en utilisant les Territoires Occupés et surtout Gaza comme laboratoire d'expérience.

Les militaires l'appellent '*Repérer et Tirer*'. Ce n'est pas un jeu vidéo innocent car les personnages à l'écran sont des personnes en chair et en os –des Palestiniens de Gaza- qui peuvent être tués en pressant sur un bouton. Le système est une des plus récentes machines à tuer à distance, développée par Rafael, la compagnie israélienne d'armements

Les femmes dans l'armée ont la préférence comme opérateurs de ces engins. En effet, l'armée israélienne fait face à une pénurie de soldats pour ses unités de combat. Les jeunes femmes peuvent prendre la relève ainsi en étant responsables de missions sans risquer leur vie. Elles évitent d'aller à l'encontre d'un tabou qui interdit aux femmes de s'exposer au danger.

La soldate est bien installée dans une salle de contrôle militaire, loin des lieux dangereux. C'est elle qui est la responsable, elle qui vise et déclenche éventuellement les mitraillettes montées sur des tours d'observation. Tous les quelques centaines de mètres, ces tours montent la garde sur la barrière électronique qui entoure Gaza. Une fois qu'elle a identifié un suspect près de la barrière électronique, la soldate l'exécute d'une pression du doigt, après avoir eu l'autorisation de l'officier en charge.

L'armée israélienne qui a l'intention d'introduire cette technologie ailleurs en Israël, se refuse à dévoiler le nombre de Palestiniens tués ainsi. Selon les médias israéliens, ce serait plusieurs douzaines.

Adapté de "Israel paves the way for killing by remote control", écrit par Jonathan Cook et publié dans

[The National](#) le 13 juillet 2010.

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis) n° 492,

le 16 juillet 2010

Distribué par PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

<http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article?AID=/20100713/FOREIGN/707129834&SearchID=733969183905>

[40](#)

1-4 Abir Taleb : Israël - une reprise des négociations directes sans donner la moindre garantie ni faire la moindre concession.

La polémique vide de sens

Dix ans après les accords d'Oslo, le processus de paix s'est réduit à une seule question : effectuer des négociations directes ou indirectes.

Au lieu de discuter des questions-clés dont le règlement est un préalable obligatoire à toute solution finale incluant la création d'un Etat palestinien, telles que les frontières, Jérusalem, les réfugiés ou encore le partage de l'eau, le différend se limite désormais à la simple question de la modalité des négociations.

Fidèle à sa politique de tergiversation, Israël a tout fait pour réduire la polémique à cette question. En se montrant prêt à reprendre les négociations directes et en rendant les Palestiniens responsables de la non reprise de ces discussions en raison de leur refus, Israël tente de gagner un point en faveur. Plus encore, Tel-Aviv renverse la situation en passant pour le bon élève et en pointant du doigt le « mauvais comportement » des Palestiniens. Ainsi, concernant la question des colonies, le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a regretté que le moratoire sur les constructions de colonies en Cisjordanie occupée n'ait pas permis, jusqu'à maintenant, d'amener les Palestiniens à reprendre des discussions directes pour la paix. Si le dirigeant israélien n'a pas dit clairement qu'il n'y aurait pas d'entraves à l'érection de nouvelles constructions à l'issue du moratoire qui expire le 26 septembre, tout porte cependant à croire que la construction de colonies reprendra. « J'ai décidé, contrairement à tous les gouvernements précédents, de geler les constructions dans les nouvelles colonies pour une durée de dix mois, afin d'encourager les Palestiniens à entamer des discussions sur la paix », a dit le premier ministre israélien, faisant porter la responsabilité du blocage actuel aux Palestiniens.

Alors que les Palestiniens et les Etats-Unis estiment que les colonies israéliennes sont des obstacles à la paix, le moratoire est mal vécu par

les membres de son parti, le Likoud et des partis de sa coalition gouvernementale qui défendent une politique dure envers l'Autorité palestinienne. Le ministre israélien de la Culture et des Sports, Limor Livnat, a ainsi indiqué qu'il n'y avait pas « le

moindre doute » que la construction reprendra dans les colonies de Cisjordanie occupée à l'issue du moratoire. Bloquées depuis l'offensive israélienne contre la bande de Gaza de l'hiver 2008-2009, les discussions ont repris le 9 mai sous la forme de discussions indirectes, dites de « proximité », par l'intermédiaire de l'émissaire américain George Mitchell. Autre tergiversation, M. Netanyahu a indiqué qu'il était prêt à faire des concessions aux Palestiniens. Pourtant, dans la réalité des faits, aucune concession n'est accordée côté israélien et, quand bien même ces négociations reprendraient, elles ne risquent pas d'aboutir à des résultats positifs concrets. Pour preuve, le premier ministre ne s'est pas prononcé franchement sur une prolongation du gel des colonies. Or, sans cela, il ne faut pas espérer une reprise des pourparlers. Pour les Palestiniens, en effet, des progrès dans les discussions de proximité sont nécessaires avant d'engager les discussions directes souhaitées par Israël, mais aussi par les Etats-Unis, l'allié éternel de l'Etat hébreu. « Nous disons que s'il y a des progrès, nous entamerons des discussions directes. S'il n'y a aucun progrès, quel serait le bénéfice de négociations qui seront futiles et inutiles ? », a dit le président palestinien Mahmoud Abbass. Ce dernier a souligné que les Palestiniens souhaitaient des discussions indirectes pour progresser sur deux dossiers : les dispositions de sécurité et les frontières de l'Etat que les Palestiniens entendent fonder en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est. La semaine dernière, lors de sa visite à Washington, M. Netanyahu a réussi à obtenir le soutien du président américain, Barack Obama, sur cette question. Ce dernier a exhorté les deux parties à reprendre des discussions directes d'ici septembre. Il a également assuré, vendredi, le chef de l'Autorité palestinienne de son engagement en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien. Un engagement qui, même émanant du président du principal parrain du processus de paix et de la plus grande puissance mondiale, ne garantit absolument rien aux Palestiniens.

Abir Taleb

Al-Ahram HEBDO -

Semaine du 14 au 22 juillet 2010, numéro 827

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/7/14/marab2.htm>

1-5 PCHR : Le refus d'ouvrir des enquêtes sur les actions des soldats israéliens, revient à les encourager officiellement à commettre de nouveaux crimes.

Gaza : les forces israéliennes assassinent une femme palestinienne et blessent trois autres civils.

Mardi soir, 13 Juillet 2010, les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont tué une femme palestinienne et blessé trois civils (un homme âgé et deux femmes), tous de la même famille, après avoir bombardé leur maison par des obus d'artillerie. Le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) condamne ce crime, qui illustre le plus haut degré de mépris pour la vie des civils palestiniens.

Le PCHR souligne que le refus d'ouvrir des enquêtes sur les actions des soldats israéliens en cause, revient à les encourager officiellement à commettre de nouveaux crimes.

Selon les enquêtes menées par le PCHR et les déclarations faites par un membre de la famille des victimes, à environ 20 heures 45, le mardi 13 Juillet 2010, un certain nombre de femmes de la famille Abu Sa'id du *Valley Village* dans le centre la bande de Gaza, étaient assises près de leur maison, qui est environ à 400 mètres de la frontière entre la bande de Gaza et Israël.

A cet instant, les troupes israéliennes postées à la frontière ont tiré deux obus d'artillerie en direction de la maison. Il n'y avait eu aucune provocation et les témoins ne peuvent pas trouver un quelconque motif à l'attaque.

Amira Jaber Abu Sa'id, âgée de 30 ans, a été blessée par des éclats d'obus à l'épaule, et sa belle-sœur, Sana'a Ahmed Abu Sa'id, âgée de 26 ans, a été blessée par des éclats d'obus aux pieds.

Les membres de la famille Abu Sa'id ont appelé par téléphone le Croissant-Rouge palestinien (PRCS) pour que soient envoyées des ambulances sur place. Les ambulances sont arrivées dans la zone quinze minutes plus tard, mais elles n'ont pu accéder à la maison attaquée car les FOI ont continué à tirer.

Les ambulances ont été contraintes de retourner à Deir al-Balah. A cette moment-là, Ne'ma Yousef Abu Sa'id, âgée de 33 ans, se rappela que son enfant de trois ans était toujours à l'extérieur de la maison. Elle alla chercher son enfant, mais les FOI ont tiré un obus dans sa direction.

Ne'ma a été tuée sur le coup par des éclats d'obus à la tête et à l'abdomen. Son beau-père, Jaber Abu Sa'id, âgée de 65 ans, a été blessé par des éclats d'obus à la jambe droite.

La famille a continué à appeler le Croissant-Rouge palestinien. Environ une heure et demi plus tard, une ambulance du Croissant-Rouge est arrivée sur les lieux après un contact avec les autorités israéliennes d'occupation par l'intermédiaire du Bureau de liaison palestinien.

L'ambulance a transféré la femme tuée et les blessés à l'Hôpital des Martyrs Al-Aqsa de Deir al-Balah. De source médicale à l'hôpital, on a appris que Ne'ma Yousef Abu Sa'id avait été tuée par les éclats d'un obus d'artillerie. Les blessures des autres personnes ont été décrites comme modérées.

Le PCHR condamne ce crime, et :

Souligne que ce crime fait partie d'une série de crimes commis de façon continue par les FOI dans les territoires palestiniens occupés (TPO) avec un mépris total pour la vie des civils palestiniens.

Demande à la communauté internationale d'intervenir immédiatement pour arrêter ces crimes, et rappelle aux Hautes Parties contractantes à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, leur obligation en vertu de l'article 1 de la Convention d'assurer le respect de la Convention en toutes circonstances, ainsi que leur obligation en vertu de l'article 146, de rechercher et poursuivre ceux qui sont coupables de graves violations de la Convention.

Rappelle que de telles violations constituent des crimes de guerre conformément à l'article 147 de la Convention et le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I).

13 juillet 2010 –

PCHR Gaza - Vous pouvez consulter ce communiqué à : <http://www.pchrgaza.org/portal/en/i...>

Traduction : Info-Palestine.net

1-6 Tibi : Une loi obligeant les résidents arabes à jurer allégeance à un Etat juif.

Le député palestinien Ahmad Tibi a confirmé l'information que le gouvernement israélien doit adopter une loi obligeant les résidents arabes à jurer allégeance à un Etat juif.

La loi fera partie d'une série de mesures sur le point d'être votées dimanche par le gouvernement israélien, qui rendront plus difficiles pour les Palestiniens l'obtention de la résidence permanente ou la citoyenneté en Israël.

Les lois déjà strictes et discriminatoires qui régissent la citoyenneté et la résidence en Israël et dans les zones sous contrôle israélien feront de l'obtention du statut de résident par mariage ou regroupement familial, un processus long et souvent infructueux.

Tibi a expliqué que dimanche, la série de lois sera présentées par les ministres israéliens de la Justice et de l'Intérieur Yaacov Neeman et Eli Yishai, ajoutant qu'il s'attend à ce que toutes les lois aillent de l'avant.

« *Il est urgent de contrer ces mesures,* » a déclaré Tibi, processus qui vise tous les Palestiniens en Israël, et il a appelé les organisations pour les droits à intervenir pour empêcher ces lois d'être adoptées.

Le Centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël (Legal Center for Arab Minority Rights in Israel), *Adalah*, a déjà protesté contre les termes de la déclaration de loyauté. Dans une déclaration écrite, le groupe s'oppose à la formulation de la déclaration d'allégeance, qui, a déclaré Tibi, inclurait l'expression : « *J'affirme que je serai un citoyen loyal de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique.* »

Dans un communiqué, Adallah a déclaré qu'il était inquiet parce que la formule « *exige que tous les non-Juifs s'identifient au sionisme et impose une idéologie politique et une loyauté aux principes du judaïsme et du sionisme.* »

Tibi a déclaré que l'initiative était le reflet de l'ambiance générale à la Knesset, « *qui représente la coalition gouvernementale la plus extrémiste depuis la création d'Israël* », notant que, étant donné la composition du gouvernement, les dirigeants « *ne rencontreront aucun obstacle à l'adoption de la décision.* »

À l'heure actuelle, a expliqué Tibi, les candidats peuvent obtenir la citoyenneté ou la carte d'identité par un serment qui ne mentionne pas le judaïsme. Il a qualifié le changement d'« *affront à la démocratie.* »

Source : [Maan News](#)

16-07-2010

Traduction : MR pour ISM

1-7 B'Tselem : les colonies juives contrôlent plus de 42 % de la superficie de la Cisjordanie.

Alors que le président Barack Obama accueillait à la Maison Blanche le premier ministre Benjamin Netanyahu pour débloquer un processus de paix moribond, l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem a fait des révélations accablantes pour l'Etat hébreu, montrant ses vraies intentions quant à la solution des deux Etats, souhaitée par la communauté internationale.

Contrairement aux idées répandues, le rapport de B'Tselem souligne que les colonies juives contrôlent plus de 42 % de la superficie de la Cisjordanie. Bien que les zones construites de ces colonies ne couvrent que 1 % seulement de ce territoire, appelé à former le cœur du futur

Etat palestinien, les colons se sont emparés de terres palestiniennes bien au-delà des périmètres immédiats des colonies. C'est ainsi que les limites administratives des colonies sont dix fois plus larges que les zones construites. En outre, 21 % des terres sur lesquelles les colonies ont été construites sont des terrains privés appartenant à des Palestiniens.

Les principales méthodes qu'Israël utilise pour « voler » les terres palestiniennes sont connues : la déclaration du terrain ou son enregistrement comme terre de l'Etat, sa réquisition pour des raisons militaires, et l'expropriation pour intérêt public. Le moyen le plus répandu et le plus facile est de déclarer une large portion de terre appartenant à l'Etat. C'est ainsi que 20 % de la Cisjordanie ont été déclarées terres d'Etat. Le gouvernement a également réquisitionné des terres privées palestiniennes sous prétexte des besoins de sécurité. Conformément au droit international, l'autorité militaire ne peut

attribuer ces terres à une tierce partie et doit les rendre à la fin de l'occupation. Or, l'armée israélienne a réquisitionné quelque 31 km² et les a cédés à 42 colonies depuis 1967. Le gouvernement a aussi « dérobé » des terres privées palestiniennes, en élargissant la compétence juridictionnelle de 92 colonies. Les nouvelles limites municipales des colonies empiétaient ainsi sur des terres appartenant à des Palestiniens. Ces terres sont désormais sous le contrôle effectif des colonies puisque les propriétaires palestiniens ne sont plus autorisés à y accéder.

Toutes ces mesures violent non seulement le droit international mais aussi les engagements pris par Israël dans la feuille de route de 2003, selon laquelle Israël a promis de geler les activités de colonisation.

Depuis 2004, toutefois, en raison de la construction extensive dans les colonies et les incitations généreuses qu'Israël offre aux colons, la population des colonies (en excluant celle de Jérusalem-Est) a augmenté de 28 % à

la fin 2009. En conséquence, la croissance annuelle de la population des colonies a été trois fois supérieure à la croissance naturelle à l'intérieur d'Israël : 5 contre 1,8 %. Le nombre des colons a également triplé depuis 1993, date des accords d'Oslo, passant de 110 000 à 301 200.

Dans ces conditions, qui pourrait encore croire en la foi d'Israël dans une solution basée sur l'établissement d'un Etat palestinien vivant côte à côte avec l'Etat juif ? Celui-ci ne fait-il pas tout pour, au contraire, grignoter les terres et ruiner toute chance de créer un Etat palestinien viable, compromettant par la même toute solution pacifique durable ?

Entité sioniste: vote en faveur d'un référendum en cas de retrait territorial

Dr Hicham Mourad

Semaine du 14 au 22 juillet 2010, numéro 827

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2010/7/14/opin6.htm>

1-8 Situation dans les geôles israéliennes.

Rapport

Les Palestiniens du quartier Jaber sont détenus dans une prison de pierre

La mère du Palestinien Osama Abou Charikh souffre d'ostéoporose. Il est obligé de la porter toutes les semaines à l'hôpital. Mais il ne peut plus le faire : les forces israéliennes d'occupation ont fermé l'entrée unique de sa maison, dans le quartier de Jaber, non loin de la sainte mosquée d'Al-Ibrahimi, au centre de la ville d'Al-Khalil.

Abou Charekh dit que sur toutes les entrées de son quartier et celle de sa maison, les forces israéliennes d'occupation ont installé des cubes en ciment renforcés par des plaques métalliques.

Des raisons sécuritaires !

Pour leur part, les autorités de l'occupation israélienne prétendent que la fermeture des entrées du quartier et des maisons a été faite pour assurer la sécurité des colons israéliens qui prennent la « Route des fidèles » lors de leur déplacement entre la colonie Kariat Arbaa et la sainte mosquée d'Al-Ibrahimi. La route en question est fermée devant les Palestiniens depuis une dizaine d'années.

De son côté, les soldats israéliens avaient fermé toutes les fenêtres de sa maison ainsi que la porte principale de la maison d'Abou Mazen Jaber, un autre habitant du quartier. Ils lui ont dit que la fermeture n'est que provisoire, pour les jours de la fête de la Pâques juive. La fête passe, mais la fermeture continue par ordre militaire.

Assignation à résidence

Les forces israéliennes d'occupation interdisent aux habitants du quartier de sortir de leurs maisons, tous les vendredis et tous les samedis, sous prétexte de vouloir assurer la sécurité aux colons. Une sécurité pour leurs colons, une assignation à résidence pour les Palestiniens, habitants du quartier de Jaber. Ils ne peuvent gagner leurs lieux de travail, ils ne peuvent rendre visite aux leurs, ils ne peuvent participer aux activités sociales de leur quartier.

En outre et malgré toutes ces injustes mesures, les habitants du quartier de Jaber ne sont pas à l'abri des agressions de ces colons qui empruntent leurs ruelles. Ces colons n'épargnent rien pour faire du mal aux Palestiniens : frappes, insultes, jets de pierres sur leurs biens. Les soldats israéliens regardent ces agressions d'un œil tolérant.

Depuis un mois, les autorités de l'occupation israélienne ont fermé trois entrées secondaires du quartier de Jaber avec des cubes en ciment et des plaques d'une hauteur de trois mètres.

La rue principale du quartier de Jaber appelée par les colons « L'axe de Sion » ne mesure que de quelques centaines de mètres seulement. Elle commence devant la colonie Kariat Arbaa et se termine face à la sainte mosquée d'Al-Ibrahimi. En 1994, les occupants israéliens avaient fermé sa partie nord devant tout véhicule. En 2000, c'est sa partie sud qui a été fermée !

Le Centre Palestinien d'Information - © 2010

Mercredi 21 juillet 2010

Al-Khalil – CPI

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 L'intervention israélienne racontée à Jens Littorin par Henning Mankell.

L'auteur de romans policiers suédois était à bord d'un des bateaux qui se rendaient à Gaza. Libéré par les Israéliens, il est rentré chez lui. Il rapporte la façon dont l'assaut a été mené par Tsahal et ne cache pas sa colère à l'égard de Tel-Aviv.

Henning Mankell a été l'un des premiers Suédois relâchés par les Israéliens. Le Dagens Nyheter l'a rencontré chez lui, dans le centre-ville de Göteborg. Il est installé sur le canapé de son bureau, vêtu de noir et portant les chaussettes bleues données par la compagnie aérienne. Tous ses effets personnels ont en effet disparu lorsque les soldats israéliens ont pris d'assaut le navire à bord duquel il se trouvait pour tenter de rallier Gaza. L'écrivain raconte qu'après avoir passé 72 heures sans fermer l'œil, il a enfin pu dormir tout son saoul et qu'il se porte bien en dépit des circonstances. En revanche, il nourrit une grande colère à l'égard des événements, du gouvernement et de l'armée israélienne. "Jamais Israël n'a été autant condamnée dans le monde. L'Etat hébreu s'est enfermé dans une impasse. Le monde aujourd'hui n'est plus celui qu'il était la semaine dernière", assure-t-il.

"Ce qui me travaille beaucoup, c'est la stupidité israélienne. S'ils avaient voulu nous stopper sans perdre la face, ils n'avaient qu'à détruire les hélices ou les gouvernails et remorquer les navires vers le large. Mais s'engager consciemment dans une

confrontation violente et tuer des gens, cela me dépasse", ajoute-t-il. Puis il raconte ce qui s'est passé à bord. "J'étais de quart de minuit à trois heures. C'était calme. Je suis allé me coucher, mais je n'ai pas eu le temps de m'endormir car quelqu'un est venu me dire qu'il se passait quelque chose. Nous avons vu des hélicoptères qui larguaient des hommes et nous avons entendu des rafales. Il était alors 4h30. À 4h35, ils ont pris notre navire à l'abordage. Nous étions réunis sur la passerelle, et ils nous ont dit de descendre à l'intérieur du bateau. Il y en a peut-être quelques-uns qui ont pris un peu leur temps et ils se sont immédiatement fait tirer dessus avec des pistolets type Taser. Un autre a reçu une balle en caoutchouc", explique-t-il. "Au bout d'un moment, un soldat cagoulé est venu nous dire qu'ils avaient découvert des armes. Et ce parfait crétin est arrivé avec mon rasoir et un cutter qu'il avait trouvé dans la cuisine. Puis il a déclaré qu'il devait nous emmener avec lui, car nous étions des 'terroristes'".

Lorsqu'on lui demande s'il a eu peur, Henning Mankell répond par la négative. "Je n'ai pas particulièrement peur pour ma personne. Je peux toujours m'appuyer sur l'expérience de la violence que j'ai rencontrée en Afrique. Néanmoins, il subsiste toujours la peur d'être maltraité, même si je savais qu'ils savaient qui j'étais. C'était clair", affirme-t-il. Dans l'attaque, le romancier a perdu, entre autres, son ordinateur, son téléphone portable, son portefeuille et ses cartes de crédit. Il n'hésite à traiter les militaires israéliens de voleurs.

La veille du départ, il avait travaillé sur le manuscrit de la quatrième partie de la série télévisée sur Ingmar Bergman qu'il est en train d'écrire. Sur la suite à donner à cette affaire, l'écrivain a son idée. "Naturellement, il faut envisager sérieusement de traîner Israël devant la Cour pénale Internationale, mais je crois qu'il est important de traiter une chose après l'autre", explique-t-il, et d'ajouter que : "Je vends beaucoup de livres en Israël et je vais voir si j'interdis la traduction de mes livres en hébreu. En même temps, je ne veux pas toucher les mauvaises personnes, donc il faut que j'y réfléchisse".

Jens Littorin

samedi 5 juin 2010

courrierinternational.com

2-2 Brutalités policières sans précédent.

Le Parti communiste d'Israël nous adresse un communiqué dans lequel il dénonce les « Brutalités policières sans précédent face aux protestations dans Jérusalem Est occupée »,

Je voudrais en profiter pour souligner les deux poids deux mesures de la presse française sur « les prisonniers à Cuba », alors que des milliers de prisonniers politiques croupissent dans les prisons israéliennes, la couverture médiatique apportée par les mêmes aux dames en blanc, alors que les manifestations de paix de militants communistes israéliens sont totalement ignorées. Israël serait « menacé », et Cuba donc!

La seule différence est que Cuba est étranglé par un blocus étasunien, alors que c'est Israël qui étrangle les Palestiniens et ne cesse de menacer ses voisins. mais allez savoir pourquoi on claboude sur l'un et l'on tait les mauvais coups de l'autre. Est-ce parce qu'Israël fait partie, comme la France, de ces Etats-voyous et impérialistes qui ont tous les droits pour le système de propagande...

Dix activistes israéliens, nous explique le communiqué, ont été retenus et arrêtés pour interrogatoire sur le blocage de chaussées lors d'une protestation dans le Scheik Jarrah le quartier de Jérusalem Est occupé hier, vendredi dans la soirée (le 9 juillet 2010).

Traduction et commentaires par Danielle Bleitrach pour changement de société.

Le quartier palestinien est le théâtre de manifestations hebdomadaires contre l'occupation des maisons des résidents locaux par des colons israéliens.

Les manifestations sont fréquemment suivies par des activistes de paix israéliens parmi eux beaucoup de militants du Hadash (le Front Démocratique pour l'Égalité et la Paix – le Parti communiste d'Israël).

Environ 300 activistes de la paix de gauche sont arrivés dans le quartier pour se rassembler contre l'évacuation de familles arabes en faveur des résidents juifs. Les protestataires ont essayé d'entrer dans « Simeon le Juste » le composé, en s'appuyant sur un jugement qui leur avait donné la permission d'agir ainsi, mais ils ont été arrêté par des officiers de garde-frontière et la Police.

Les activistes qui se sont heurtés à la police ont dit que les officiers ont utilisé des moyens violents contre eux malgré leur protestation non violente. L'auteur bien connu David Grossman et l'ancien Procureur Général Michael Ben-Yair participaient au rassemblement également. Grossman a été aussi bousculé par la police.

« Nous avons voulu protester à l'intérieur du quartier avec les Palestiniens pendant les neuf mois derniers. Nous avons un jugement en notre faveur, » a dit un des protestataires, Shir Sternberg. « Nous avons exigé d'entrer d'une façon non violente et la police nous a brutalisés. »

Il y a environ six semaines, plusieurs centaines d'étudiants Universitaires hébreux et des conférenciers ont défilé du Mont Scopus le campus de Jérusalem au Scheik Jarrah en signe de protestation sur l'occupation par des colons des maisons des résidents locaux. La manifestation a regroupé des professeurs en vue comme Ze'ev Sternhell, Yaron Ezrahi, Ariel Hirschfeld et d'autres.

Les protestataires portaient des panneaux appelant à la fin des implantations à Jérusalem Est. « La Démocratie s'arrête au Scheik Jarrah, » disaient quelques panneaux, tandis que d'autres réclamaient « l'arrêt de la purification ethnique . »

Vous remarquerez le silence total des médias français sur ces actions de protestation en Israël, ce n'est pas un hasard: si on peut en effet encore expliquer que les flottilles qui tentent de forcer le blocus de Gaza sont des manifestations hostiles d'islamistes turcs ou maintenant libyens, bref inverser les rôles et brosser le tableau mensonger d'un Israël menacé par ses voisins, voir y compris par des terroristes palestiniens, il est plus difficile de gérer le fait que la « démocratie » israélienne est un colonialisme, qui rend impossible tout état palestinien et que la vertueuse démocratie israélienne empêche la manifestation de ceux qui protestent pacifiquement contre l'injustice et dénoncent la fascisation du gouvernement.

On ne peut manquer d'être frappé par la différence de traitement non seulement entre les milliers de prisonniers politiques palestiniens qu'Israël incarcère, la brutalité que ce pays exerce contre des manifestants de gauche, de la paix et le traitement médiatique réservé à Cuba.

Sans parler de la manière dont le gouvernement français abandonne un de ses ressortissants salah Hammouri dans les geôles israélienne, c'est tellement caricatural, tellement gros que l'habitude s'installe... Israël serait une démocratie et Cuba une dictature...

Le prisonnier cubain fut-il de droit commun ou un vulgaire espion dans un pays soumis au blocus est une valeur sûre pour nos valeureux démocrates des médias.

Mieux quand il n'y en a plus, il y en encore...

Je voudrais signer la conclusion d'un article de la revue argentine pagina 12, de santiago O'donnell traduit et publié par Courrier électronique.

« Je pensais à cela quand par hasard je suis tombé sur un petit encadré d'une page perdue de la revue Time, à propos de rien. L'encadré citait le rapport annuel 2010 d'Amnesty International. Il disait que trente pour cent des 153 pays inclus dans son rapport maintiennent des prisonniers d'opinion. C'est à dire, des prisonniers politiques. Plus choquant encore, il disait que quarante-deux pour cent des pays du G-20 (les plus importants) ont des prisonniers d'opinion. C'est bon : mal de plusieurs, consolation des sots. Mais pour quelque raison seulement les prisonniers cubains ont bonne presse.

En lisant le rapport AI, dans sa section consacrée à Cuba, apparaît une autre donnée intéressante, que les chroniques des journaux ont oubliée : selon Amnesty, en mai 2010 à Cuba avait « au moins 53 prisonniers d'opinion. » Le nombre coïncide exactement avec les libérations annoncées depuis ce temps-là, si la libération d'un dissident est prise en considération le mois passé pour raisons de santé.

À la différence d'autres organisations citées par les grands médias, qui n'hésitent pas de placer le chiffre des détenus politiques à Cuba au-dessus de 170, Amnesty, explique le rapport, révise soigneusement les casiers judiciaires des prisonniers avant de les déclarer des prisonniers d'opinion. En d'autres mots, si ne sont pas identifiés de nouveaux cas, Cuba devrait sortir de la liste d'Amnesty Internationale l'année prochaine, tandis qu'un groupe important de pays, y compris certains des plus puissants, y resteront.

Regardant depuis cette perspective, la décision du gouvernement cubain, plus qu'un signe de faiblesse, est un signe de force. Un signe d'un gouvernement qui s'est occupé comme aucun autre des droits sociaux de son peuple, qui maintenant se permet aussi d'élever les droits de l'homme de ses citoyens à la norme internationale, en inaugurant une nouvelle étape, plus ouverte, plus confiante et plus tolérante, de la révolution.

Alors la réaction logique serait de célébrer l'initiative cubaine et de prier instamment d'autres pays violeurs de suivre son chemin. Mais il est difficile d'imaginer la même agitation qui s'est mobilisée sur Cuba pour que l'Indonésie, la Chine ou l'Israël libèrent leurs prisonniers politiques. Ou de lancer un blocus international des États-Unis jusqu'à ce qu'Obama honore sa promesse de fermer la prison du Guantanamo et de porter devant la Justice les assassins, les tortionnaires et les pirates de l'air surgis de leur politique de « guerre contre le terrorisme ». Mais non, le focus médiatique n'est pas fait sur les prisonniers politiques, mais sur les péchés de Cuba.

Il serait bête de refuser que dans la révolution, entre tout le bon, plusieurs choses, beaucoup, peu, certaines, grandes, petites, ont été mal faites. Ou ont été ratées, ou n'ont jamais aboutis, ou ont échoué. Mais les Castro n'ont pas besoin d'être prodiges pour chercher des arguments pour accuser d'hypocrites le chœur médiatique qui répète toujours la même chanson. »

Il n'y a rien à ajouter...

Publié 12 juillet

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.

<http://socio13.wordpress.com/2010/07/12/deux-poids-deux-mesures-mediatiques-israel-et-cuba/#more-24433>

2-3 Salah Hamouri : J'espère que vous lirez cette lettre...

Au pays de la révolution française qui a mis fin au féodalisme et à la servitude en propageant à travers le monde les mots de « Liberté – Egalité – Fraternité » ; à Paris, capitale d'un pays qui a résisté hautement pour se libérer de la barbarie d'une armée occupante féroce et brutale ; depuis vos bureaux à l'Élysée ou ceux du Quai d'Orsay – j'espère que vous lirez ma lettre.

Dans l'un de ces bureaux, ma mère a été finalement reçue afin de discuter des moyens pour obtenir ma libération.

Nous savons tous que la démocratie fonde le respect de la diversité des êtres humains. Elle définit les bases légales qui accordent à chacun des droits et des devoirs. Elle prône l'égalité des droits humains et refuse absolument d'établir des différences négatives et ségrégatives selon la couleur de la peau, l'origine, la religion, etc.

Comme citoyen franco-palestinien, je pensais que les autorités françaises se devaient de me protéger (comme elles le font pour tous nos compatriotes français injustement en difficulté dans le monde) alors que je vis dans un pays sous occupation militaire décidée par un gouvernement qui refuse obstinément de reconnaître et d'appliquer le droit international.

Il semblerait que ce gouvernement, le gouvernement israélien, vous ait convaincu que le seul moyen pour moi de retrouver la liberté n'était pas que, lui, fasse, ce qu'il devrait faire pour cela mais qu'en plus de l'injustice que je subis que, moi, je fasse un acte d'humiliation supplémentaire : que je présente des « regrets » devant un tribunal militaire d'occupation.

Je voudrais vous poser une seule question : aurait-il été acceptable pour vous que les résistants français,

pendant la seconde guerre mondiale, « regrettent » leurs actes devant des tribunaux d'occupation ou de collaboration ?

Si on ne peut comparer terme à terme les deux situations, il n'en reste pas moins que la Palestine vit aussi sous occupation étrangère depuis maintenant soixante deux ans. Une occupation brutale qui multiplie les meurtres, qui construit des murs, qui assiège et colonise, qui expulse le plus possible de Palestiniens de leur terre ou de leurs maisons, surtout à Jérusalem-Est où je vis avec ma famille.

Devant cette occupation que vit mon peuple, je ne peux rester ni indifférent ni me taire. Je suis né et j'ai grandi dans un pays occupé et, parce que je ne peux pas me taire, je suis depuis plus de cinq ans en prison. Comment pourrais-je accepter cette occupation que vous-même avez condamnée ? C'est mon droit que de la refuser.

Dans ces conditions il n'est pas pensable une seule minute, qu'en plus de tout cela que je subis, j'en vienne à « regretter » ou à « m'excuser » de quoi que ce soit devant un tribunal militaire d'occupation. Je soutiens la résistance légitime de mon peuple qui bénéficie de la solidarité des gens libres à travers le monde.

Salah Hamouri

Prison de Guilboa

Le 14 juillet 2010

<http://www.salah-hamouri.fr/node/207>

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-lettre-de-prison-54211056.html>

<http://www.convergencesdeslutttes.fr/index.php?post/2010/07/20/LETTRE-DE-PRISON>

2-4 Mechaal: La résistance peut capturer d'autres soldats pour libérer les captifs palestiniens.

Khaled Mechaal, président du bureau politique du mouvement islamique du Hamas, a accordé une interview au journal As-Sabil, dans la capitale syrienne Damas.

Elle a été publiée le dimanche 4 juillet 2010.

Il a parlé de différents sujets concernant la scène palestinienne. Le département français a traduit de grands extraits de la première partie concernant le blocus qui est en train de rendre l'âme.

Les jours sont comptés

As-Sabil : Pensez-vous que les jours du blocus imposé sur la bande de Gaza sont comptés ? Quel regard portez-vous sur la scène palestinienne quant au blocus ?

Khaled Mechaal : Oui, sans aucun doute, le blocus vit ses derniers jours, même si certains essaient de le prolonger ou de le réviser, à l'instar des discussions pour l'alléger.

Notons que le blocus est en soi un crime qui ne doit pas continuer. Et concrètement, il a échoué à réaliser ses objectifs politiques.

Le blocus n'était qu'un moyen de pression sur le Hamas et notre peuple de la bande de Gaza. Tout le monde sait maintenant qu'il a échoué et que le Hamas résiste toujours et refuse de se mettre à genoux.

Le blocus fait beaucoup de mal à notre peuple de Gaza et au mouvement du Hamas. Il devient aussi un fardeau pour ceux qui l'imposent, eux-mêmes. Il n'est pas impossible que la flottille internationale « La liberté » soit la goutte d'eau qui fasse déborder le vase et casse totalement cet injuste siège. Ils sont dans le tort, ceux qui croient que les effets de la flottille se défrichent et prennent fin et que tout reviendra comme avant. Les convois reprendront par la mer et sans la mer. Les efforts internationaux, islamiques, arabes et palestiniens continueront pour rompre le blocus. En effet, le blocus est déjà fini, politiquement. Il reste à le briser sur le terrain.

Les positions arabes et palestiniennes

As-Sabil : La chance est grande pour l'arrêt du blocus. Quelles sont les positions palestiniennes, arabes et internationales quant à l'arrêt de ce blocus ? Sont-elles satisfaisantes ?

Khaled Mechaal : Malheureusement, la position de l'autorité palestinienne n'est pas bien sérieuse. Tout au contraire, elle essaie d'absorber la colère qui a suivi le massacre sioniste pratiqué contre la flottille internationale « La liberté ».

Quelques-uns n'ont pas l'intention de lever le blocus. Ils le considèrent comme un moyen de pression. C'est pour cette raison qu'ils donnent la priorité à la réconciliation, une tentative pour détourner l'attention de la priorité absolue : lever le blocus. Lier la rupture du siège à la réconciliation est un jeu que nous refusons. La rupture est un objectif en soi et la réconciliation en est un autre. Elles vont ensemble sans qu'elles ne soient liées.

La Ligue Arabe

As-Sabil : La Ligue Arabe est longuement restée silencieuse quant au blocus, bien qu'il existe plusieurs décisions arabes incitant à le briser. Et récemment, le secrétaire général de la Ligue a visité la bande de Gaza. Qu'a donné cette visite ?

Khaled Mechaal : C'est vrai que la visite a été un peu tardive, mais nous remercions Amro Moussa. La question n'est pas là. Le problème, c'est que des pays étrangers aident "Israël" à utiliser le blocus pour punir le Hamas, ou du moins le mettre à genoux. Ils travaillent avec des partis palestiniens et arabes afin que le Hamas ne sorte pas victorieux ; ils veulent qu'il paye un prix politique contre la levée du blocus.

Cette conspiration fait prolonger la durée du blocus jusqu'à maintenant. Mais aussi forte que soit cette conspiration, elle ne pourra aller contre la volonté du peuple palestinien. Et maintenant, de partout dans le monde, de l'est comme de l'ouest, sur tous les niveaux, de toutes les nationalités, de toutes les religions, des gens viennent à la rescousse du peuple palestinien. La flottille internationale « La liberté » en est le meilleur exemple. Les convois et les efforts à venir diront encore plus clairement que le blocus prendra obligatoirement fin...

La position turque

As-Sabil : La position officielle turque est bien claire quant à la volonté de briser le blocus et d'ouvrir une route maritime vers la bande de Gaza. Y a-t-il d'autres efforts autres que les turques, déclarés ou non, destinés à lever le blocus ?

Khaled Mehaal : Les Turcs ont un rôle des plus importants dans le domaine. Et ils en payent le prix : des martyrs. L'Etat et le peuple turcs sont visés par les Israéliens, à cause de la position claire de la direction turque dont en particulier les déclarations d'Erdogan qui avait dit : « Si le monde entier tourne le dos à Gaza, moi, je ne le ferai pas ».

Et actuellement, briser le blocus devient une condition pour traiter les conséquences du crime israélien pratiqué contre la flottille internationale « La liberté ». C'est une position inoubliable par le peuple palestinien qui montre sa gratitude. Ce sont des signes montrant que la Turquie reprend son rôle régional, arabe et islamique.

Bien évidemment, il y a d'autres efforts dans le sujet. Nous avons plusieurs contacts avec plusieurs pays arabes, islamiques et européens. Nous essayons de les traduire en des mesures concrètes pour briser le blocus, dont tout d'abord ouvrir une ligne maritime avec Gaza, le blocus ayant plusieurs visages.

Ouvrir une ligne maritime entre Gaza et le monde sera, à mon avis, un bon prologue à une rupture totale du blocus ; les autres aspects perdront leurs raisons d'être. C'est pour cette raison qu'il faut que la pression sur l'Entité sioniste continue afin que le blocus prenne fin. Il ne faut se contenter d'une ouverture provisoire du point de passage de Rafah. Il faut une ligne maritime entre Gaza et le monde. C'est un droit naturel du peuple palestinien. Que les efforts turcs, arabes, islamiques et européens réussissent à trouver une solution adéquate pour ouvrir cette route maritime avec Gaza.

Le blocus, un fardeau

As-Sabil : Selon vos propos, le blocus a échoué, il est désormais un fardeau pour les Israéliens. Pourquoi alors continuent-ils à l'imposer, s'ils n'en tirent pas vraiment quelque chose ?

Khaled Mehaal : La position israélienne porte trois dimensions. La première, c'est que le blocus reflète l'agressivité israélienne à l'encontre du peuple palestinien...

La deuxième dimension, c'est que les occupants israéliens relient le blocus à l'affaire de Shalit. Ils le mènent comme étant une sanction contre le peuple de Gaza et contre le mouvement du Hamas pour l'enlèvement de Shalit.

La troisième dimension : quelques-uns dans la région veulent que le blocus continue, malheureusement. Et cela séduit évidemment "Israël"...

La communauté internationale

As-Sabil : Netanyahu a appelé, il y a quelques jours de cela, la communauté internationale à intervenir pour aider à relâcher Shalit. Cela ne reflète-t-il pas une faiblesse de la part de la direction israélienne ?

Khaled Mehaal : Je crois qu'il faut regarder la position de Netanyahu de plusieurs angles. Premièrement, il fait ces agissements pour absorber la pression de la rue israélienne pratiquée contre le gouvernement israélien pour sa position envers l'affaire de Shalit. En effet, la rue israélienne sait bien que c'est Netanyahu et son petit cabinet qui mettent des bâtons dans les roues de la transaction d'échange de prisonniers.

Deuxièmement, le gouvernement de Netanyahu fait tout pour dévier l'opinion publique internationale de son crime pratiqué contre la flottille internationale « La liberté ». L'image d'"Israël" s'est beaucoup ternie, une image déjà bien entamée par la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. En fait, dans cette flottille, plus de trente pays ont participé. Les Israéliens craignent que la légitimité d'"Israël" soit mise en cause. Ils veulent alors à tout prix embellir son image dans le monde. "Israël" veut porter à la communauté internationale la responsabilité de l'échec de la libération de Shalit, afin qu'elle paraisse comme l'innocente victime, elle qui était l'assassin sur la flottille internationale « La liberté ». Toutefois, ces tentatives ne pourront rien faire contre les réalités du terrain.

Troisièmement, "Israël" essaie de fabriquer une pression internationale sur le Hamas afin qu'il baisse la barre de ses exigences et qu'il accepte ce qu'"Israël" offre. On n'a pas besoin de faire une enquête poussée pour se rendre compte de l'incapacité israélienne.

La rue israélienne ressent l'incapacité de son gouvernement. Elle l'appelle alors à payer le prix nécessaire pour relâcher Shalit, étant donné que le gouvernement est aussi incapable sur tous les niveaux, sécuritaire, militaire et même diplomatique.

Du nouveau ?

As-Sabil : Dans le dossier de Shalit, y a-t-il du nouveau ? Y a-t-il de nouveaux intercesseurs ?

Khaled Mehaal : Aucun développement remarquable. Cependant, il y a quelques tentatives de la part du médiateur allemand. Il essaie de pousser le Hamas vers ses anciennes offres. Des tentatives catégoriquement refusées. Les négociations indirectes ne reprendront qu'à partir de l'avant-dernière séance, avant que Netanyahu n'ait changé d'avis.

Influences !

As-Sabil : On parle d'ingérence arabe conseillant à Netanyahu de ne pas aller vite en besogne, pour ne pas donner la chance au Hamas de se procurer une quelconque victoire. Qu'en dites vous ?

Khaled Mehaal : Oui ! L'administration américaine a déjà pratiqué ses pressions, et probablement pas elle seule. Elle a peur que tout cela (un échange réussi de prisonniers) ne soit un point positif pour le mouvement du Hamas, et négatif pour le président de l'autorité Mahmoud Abbas. Sa priorité actuelle est d'assurer un climat propice à la reprise des négociations (entre l'autorité de Ramallah et les occupants israéliens). Ils ne veulent pas que l'échange les perturbe.

En quelques mots, nous sommes prêts à reprendre les négociations indirectes quant à l'échange de prisonniers. Nous restons cependant sur notre position et refusons la dernière offre israélienne.

Le médiateur allemand

As-Sabil : Le médiateur allemand aurait-il quitté son attitude neutre, en pratiquant quelques pressions sur vous ?

Khaled Mehaal : Possible ! Mais nous devons savoir qu'un médiateur n'a en tête que le fait de réussir son travail. Quand il se trouve dans une circonstance lui permettant de pratiquer des pressions, il fait tout pour réussir sa mission. Le médiateur allemand sait bien que c'est Netanyahu qui avait mis en échec son travail. Toutefois, il ne veut prendre une position, en laissant la porte ouverte à la reprise des négociations. Pour cette raison, on n'entend pas de déclarations définitives...

Le plafond d'exigences

As-Sabil : Vous avez dit il y a quelques jours que le Hamas mettrait haut la barre de ses exigences et que l'affaire ne concerne pas seulement Shalit... ?

Khaled Mechaal : En bref, notre but clair et précis est de libérer nos captives et captifs. Si un soldat détenu par la résistance palestinienne ne suffit pas, il sera bien naturel que la résistance mette la main sur d'autres soldats pour libérer les captifs palestiniens, jusqu'à ce qu'"Israël" se rende compte qu'elle n'a d'autre choix que de relâcher nos captifs. Les captifs et les martyrs constituent une tranche importante de notre peuple. Il est de notre devoir de défendre notre peuple. Défendre les captifs est un devoir aussi bien religieux que national. Pour nous, les captifs sont les meilleurs de notre peuple. Nous ne les oublions jamais.

Khaled Mechaal, *président du bureau politique du mouvement islamique du Hamas,*

12 juillet 2010

Le Centre Palestinien d'Information

2-5 Le colon Haïm Pearlman: « le Shin Beth m'a incité à assassiner des Palestiniens ».

Un extrémiste de droite israélien, ayant poignardé à mort des Palestiniens, a accusé le service de sécurité intérieure (Shin Beth) de l'avoir incité à assassiner le chef islamique du mouvement islamique en territoire occupé, cheikh Raëd Salah.

Les médias israéliens ont diffusé vendredi des enregistrements effectués secrètement par le meurtrier, avant son arrestation cette semaine, au cours desquels on entend un certain "Dédé", qui allait s'avérer un agent du Shin Beth, lui proposer d'assassiner cheikh Raëd Salah et de commettre des attentats anti-palestiniens.

Le Shin Beth, selon ces sources, n'a pas démenti l'authenticité de ces conversations, prétendant que l'objectif était uniquement de gagner la confiance de ce meurtrier, pour obtenir des aveux.

Un tribunal a ordonné jeudi de prolonger d'une semaine la garde à vue de l'accusé, Haïm Pearlman, 29 ans.

Cet ancien colon est soupçonné d'avoir poignardé à mort quatre passants Palestiniens à Jérusalem occupée et d'avoir tenté d'en tuer sept autres lors d'attaques au couteau perpétrées il y a plus d'une décennie.

Pearlman a été membre du groupe raciste anti-arabe Kach, qui continue d'opérer sous d'autres sigles, en "Israël".

Ce mouvement préconise l'expulsion de tous les Arabes vivant en "Eretz Israël", le soi-disant "Grand Israël" c'est-à-dire du Nil (Egypte) à l'Euphrate (Irak).

16/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146504&language=fr>

2-6 Jacob Cohen s'exprime à propos de l'espionnage juif.

Question : "Pourquoi ce titre : Le printemps des Sayanim ?"

Jacob Cohen :

"J'ai voulu que le terme « sayanim » apparaisse d'emblée et interpelle le lecteur. On se pose la question, et la définition se trouve juste dans les premières lignes de la 4e. La problématique est installée, sans faux-fuyants, et sans réserve. Idéalement, j'aimerais que ce terme entre dans le vocabulaire courant, dans les analyses, et dans les commentaires."

-"Voulez-vous nous la rappeler ?"

"Les sayanim -informateurs en hébreu- sont des juifs de la diaspora qui, par « patriotisme », acceptent de collaborer ponctuellement avec le Mossad, ou autres institutions sionistes, leur apportant l'aide nécessaire dans le domaine de leur compétence."

-"Comment avez-vous eu l'idée d'écrire sur les sayanim ?"

"C'est la conjugaison de plusieurs éléments. La lecture de tout livre sérieux sur le Mossad montre l'importance essentielle de ces citoyens juifs qui décident de travailler pour les services secrets israéliens. Imaginez des dizaines de milliers d'agents, occupant des fonctions dans toutes les couches sociales, et qui obéissent au doigt et à l'œil au Mossad. Il est à noter que les auteurs anglo-saxons sont beaucoup plus prolifiques sur ce sujet.

Je suis d'assez près l'actualité proche-orientale, et je consulte les médias des deux bords. Et je suis sidéré, presque fasciné, par la puissance médiatique du lobby pro-israélien. Et comment il arrive à faire rentrer dans les esprits, jusqu'à devenir des banalités admises, des concepts comme « la seule démocratie de la région », ou tellement aberrants, comme « assurer la sécurité d'Israël ». Le fait de savoir que des sayanim sont en grande partie le moteur de cette propagande permet une lecture plus lucide et plus pertinente de l'actualité."

-"Est-ce une réalité ?"

"Je comprends le sens de la question. Je cite Gordon Thomas au début du livre. C'est un spécialiste reconnu des services secrets, en particulier du Mossad. Tellement reconnu qu'il a interviewé tous les chefs du Mossad depuis les années 1960, et tous ont admis, en s'en glorifiant, l'apport crucial des sayanim à travers le monde. Je cite également Victor Ostrovsky, l'un des rares agents du Mossad à avoir publié, après son départ de l'institution, un témoignage unique et inédit sur le service secret, ses méthodes, ses objectifs, ses ressources."

-"Quel est leur nombre ?"

"En France ils seraient près de 3000. Victor Ostrovski, ex-agent du Mossad, estime leur nombre à 3000 rien qu'à Londres. On peut imaginer leur importance aux Etats-Unis. Mais le « réservoir » est infini. Si on associe le Bnai Brit (franc-maçonnerie juive internationale), la WIZO (organisation internationale des femmes sionistes), les organisations judéo-sionistes nationales, comme l'UPJF, l'UEJF, le CRIF... en France, et dans les autres pays, ainsi que les sympathisants, on arrive facilement au chiffre de un million de juifs prêts à travailler pour le Mossad. Evidemment ils ne sont pas tous recrutés à cette tâche. Car il faudrait des centaines d'agents pour les traiter. Le Mossad se contente d'en avoir dans tous les secteurs

d'activité, avec un accent particulier sur les plus sensibles : les médias, les grands hôtels et les agences de voyage (pour surveiller les allées et venues des Arabes en général, des agents de renseignement, des hommes d'affaires, enfin de toute personne susceptible d'atteindre les intérêts israéliens), les secteurs économiques et commerciaux, en particulier les sociétés d'importation qui leur servent souvent de couverture."

-"Un cas concret, pour en comprendre le mécanisme ?"

"Pour revenir à Victor Ostrovsky, lorsque la France a construit une centrale nucléaire en Irak, dans les années 1970, des scientifiques irakiens étaient venus à Saclay pour se perfectionner. Le Mossad était bien sûr intéressé à les connaître, pour pouvoir agir sur eux. N'importe quel autre service secret aurait eu besoin de moyens en hommes, de filature, d'argent pour corrompre, peut-être de tentatives d'effraction, et de temps, pour y arriver éventuellement. Le Mossad, et c'est sa supériorité, s'est tout simplement adressé à un informateur juif (sayan) qui travaillait à Saclay. Et a demandé que lui fussent fournis les dossiers complets originaux. Car il se méfiait des photocopies. La majorité des renseignements étant en arabe, c'est lui-même qui s'est acquitté de cette tâche. Quel autre service de renseignements peut bénéficier de telles complicités ? Après, ce fut un jeu d'enfant pour piéger l'un de ces scientifiques, remonter jusqu'à leur responsable, et l'assassiner lors de sa visite à Paris."

-"Ces agents juifs n'interviennent-ils que dans des cas d'espionnage ?"

"Pas du tout. Les sayanim interviennent aussi et surtout dans les manipulations médiatiques. D'ailleurs le Mossad possède un département important, appelé le LAP, pour « guerre de propagande ». Il me revient un exemple historique. Rappelez-vous le film Exodus. Il a réécrit l'histoire de 1948 et imposé la vision sioniste pour au moins une génération. En 1961, c'est le premier ministre israélien en personne qui a accueilli l'équipe du film à l'aéroport. C'est dire l'importance qu'on lui accordait. Rappelons l'importance du Bnai Brit. 500000 membres dans le monde, probablement 400000 aux Etats-Unis, dont 6000 dans le secteur du cinéma. Comment imaginer qu'un film ou qu'une série défavorable à Israël puisse voir le jour ?"

-"Et plus récemment ?"

"Le cas le plus flagrant est celui du soldat israélien enlevé par le Hamas. Le réseau des sayanim à travers le monde a fait en sorte que son nom soit tellement matraqué que personne ou presque n'ignore son nom. Par ailleurs, son père a été reçu à plusieurs reprises par tous les dirigeants occidentaux, par Sarkozy, Merkel, Blair, Berlusconi, Zapatero, Barroso, par le secrétaire général de l'ONU, par le parlement européen, par l'assemblée de l'UNESCO, enfin le gratin mondial. Comment est-ce possible sans l'intervention de sayanim bien placés dans les instances gouvernementales, économiques, culturelles, médiatiques ? Je rappelle qu'il s'agit d'un caporal d'une armée d'occupation. Quel autre prisonnier peut bénéficier d'une telle sollicitude internationale ? Et avoir son portrait géant sur l'édifice de la Mairie du 16e arrondissement de Paris ? Des hommes politiques français, dont Sarkozy et Kouchner, ont exigé sa libération pour raisons humanitaires. Sans dire un mot des milliers de prisonniers palestiniens."

-"Dans quel but ?"

"Il s'agit de faire pénétrer dans l'opinion internationale qu'Israël a un « otage » (un seul !) aux mains du Hamas. Cela fait oublier les 11000 prisonniers palestiniens détenus dans les geôles israéliennes. L'écrasante majorité d'entre eux sont des prisonniers politiques, c'est-à-dire condamnés pour leur lutte pacifique pour l'indépendance. Rappelons qu'Israël est le seul pays « démocratique » au monde qui applique la détention administrative : pouvoir emprisonner n'importe quel citoyen, même étranger, sans avocat, sans jugement, sans motif, sans limitation dans le temps. Et c'est sur cette base que les forces d'occupation ont kidnappé, juste après l'enlèvement du soldat, quarante-cinq personnalités politiques du Hamas, en majorité des élus du peuple. Sans qu'elles n'aient rien à leur reprocher. Cela s'appelle des « repréailles collectives » condamnées par le droit international, et rappelle le comportement de l'occupant nazi en France. Ainsi, pendant que les médias nous matraquent avec le soldat « otage », on oublie le plus important, et le plus horrible.

Une expérience personnelle : Le 26 juin 2010, le journal du matin de TV5 avait encore fait un reportage sur le drame de ce soldat « otage ». J'ai écrit en rappelant que l'honnêteté journalistique aurait exigé de mentionner les prisonniers soumis à la détention administrative et le kidnapping des quarante-cinq élus du Hamas. Aucune réponse, aucun correctif."

-"Comment se fait-il qu'on ne parle pas beaucoup des sayanim ?"

"Cela reste un mystère. Comment des journalistes aguerris ont-ils pu dissenter sur Israël sans mettre sur le doigt sur cet aspect capital ? Je mets cela sur la puissance des sayanim qui ont réussi l'exploit de ne pas faire parler d'eux. Il ne faut pas oublier que la chape qui écrasait les médias pour diffuser la pensée unique favorable à Israël n'a commencé à se fissurer que depuis quelques années."

-"Pourquoi des citoyens juifs, français par exemple, deviennent-ils des sayanim ?"

"Vous savez, l'idéologie sioniste, jusqu'en 1948, était loin d'être majoritaire dans les communautés juives. Je me souviens qu'au Maroc, dans les années 1950, les rabbins vilipendaient les sionistes. Et puis la création d'Israël, la propagande, la hantise d'un nouveau génocide, ont fait en sorte que les institutions juives ont basculé dans un appui inconditionnel à l'Etat juif. Aujourd'hui, en France, il n'est pas admissible d'exprimer la moindre réserve dans le cadre des institutions juives. La propagande est telle que les citoyens juifs qui vivent dans le cadre de ces institutions développent un second patriotisme et un nationalisme hors du commun. Au besoin, comme illustré dans le roman (l'épisode du cardiologue, dans mon livre), le Mossad fera appel au chantage patriotique pour amener un citoyen français à trahir son serment de médecin pour satisfaire les visées du Mossad."

-"Vous donnez une grande importance à la franc-maçonnerie, dans votre livre. Pourquoi ?"

"La franc-maçonnerie me paraît une illustration parfaite du travail d'infiltration et de propagande mené par les sayanim. D'abord, pour montrer qu'aucun domaine ne leur échappe. Il n'y a pas de « petits profits ». Là où on peut pousser à la défense d'Israël, on le fait sans états d'âme. Par ailleurs, cela montre que les juifs sionistes ne reculent devant rien. Car peu de gens ignorent -même si on n'est pas familier avec la franc-maçonnerie- que celle-ci est d'abord laïque, ouverte à tous sans distinction de race, de religion, ou d'orientation politique. Et voilà que des franc-maçons juifs et sionistes créent, en 2002, une loge spécifiquement juive et sioniste pour défendre Israël. Je l'ai vécu personnellement, car j'ai été franc-maçon pendant près de dix-sept ans. Cela s'est passé en 2002, au plus fort de la seconde intifada. Cela n'était pas dit expressément, car c'est

contraire à l'éthique maçonnique, mais dans les faits cela revenait au même. Ne devinant pas de quel bord j'étais, ces frères m'ont mis au parfum sans ambages. Et, à mon avis, c'était couvert par les instances supérieures. Tout ce qui se disait dans la loge était favorable à Israël (voir le 1er chapitre de mon livre et la conférence tendant à faire un parallèle entre les réfugiés palestiniens et les juifs partis des pays arabes, souvent à l'instigation du Mossad). Et chaque année, la loge organise un « voyage d'information » en Israël, encadré par des fonctionnaires du ministère israélien des Affaires étrangères. Un de mes personnages principaux, Youssef El Kouhen, va subir les foudres des sayanim franc-maçons. Fils d'immigrés maghrébins, il pense faire un pas décisif dans son intégration républicaine en étant admis au sein du Grand Orient. Mais ayant découvert l'existence de cette loge « judéo-sioniste », il va tenter, avec d'autres frères arabes, de contrer leur propagande en créant une loge pro-palestinienne. Mais là il va se heurter à la puissance du lobby sioniste implanté au Grand Orient de France et subira une défaite cinglante. Ce lobby va agir au mépris de toutes les lois de l'Obéissance."

-"En parcourant le livre, on s'aperçoit que certains personnages ressemblent étrangement à des personnes connues, surtout pour leurs sympathies sionistes."

"Parmi les 3000 sayanim français, certains sont connus. Pas en tant que sayanim. Par définition, ce sont des agents secret. Mais étant donné leur soutien constant à Israël et leur participation active à des campagnes savamment orchestrées, il est probable qu'ils agissent dans ce cadre. J'ai voulu les montrer en action, par exemple pour recruter un nouvel agent, ou pour monter en épingle une rencontre sportive israélo-palestinienne à Paris, sans autre finalité que de donner l'illusion d'un processus de paix."

-"Et plus explicitement ?"

"Il y a plusieurs années, un match de football a eu lieu, au Parc des Princes, à Paris, entre des jeunes israéliens et palestiniens. Ce qui avait donné lieu à un battage publicitaire démesuré.

J'ai repris cet événement en tentant d'imaginer les coulisses, les pressions, les manipulations, les interventions pour obtenir gratuitement le stade, pour le remplir avec des jeunes de banlieue en faisant intervenir le rectorat, en sollicitant des subventions de l'Union européenne et de la Mairie de Paris, en faisant pression sur les dirigeants musulmans « modérés », pour qu'ils apportent leur caution. Une opération de propagande rondement menée grâce aux sayanim, et leurs alliés, dont les plus indéfectibles : SOS Racisme et la Mairie de Paris."

-"On retrouve souvent SOS Racisme. Pourquoi ?"

"Pour moi, cette organisation sert de courroie de transmission aux idéologies sionistes. Sa proximité incestueuse avec l'UEJF, un des piliers du soutien à Israël, en est une illustration. Jamais SOS Racisme n'a lancé, par exemple, une campagne contre l'occupation israélienne, alors qu'elle se démène contre le Soudan. En occupant le terrain, grâce à des subventions généreuses, SOS Racisme empêche l'émergence d'autres organisations anti-racistes plus proches des exigences de la majorité de ses membres. On entend d'ailleurs plusieurs voix, dont celle de Joey Star, réclamer une autre organisation anti-raciste, issue des quartiers, et les représentant légitimement.

Dans le roman, je développe un point de vue qui ne doit pas être loin de la réalité. C'est-à-dire la dépendance de SOS Racisme vis-à-vis de l'UEJF et de ses alliés. Lorsque ces derniers, par exemple, cherchent un successeur au président actuel, un Noir qui finit son mandat. Ils cherchent un beur présentable, qui a bien assimilé les rapports de force et les consignes. Celui qui est approché subira des « tests », pour montrer sa fidélité aux idéaux sionistes (qu'on appelle pudiquement des « positions modérées et pacifistes). En l'occurrence Moulay Elbali, doctorant d'origine banlieusarde, qui veut sortir de sa condition à n'importe quel prix. Un détail : Lorsqu'un président de l'UEJF quitte ses fonctions, il devient vice-président de SOS Racisme. Pour mieux les contrôler ?"

-"Tout un chapitre est consacré à la Mairie du 16e arrondissement de Paris. Pour quelle raison ?"

"Cette Mairie est un des châteaux forts des sionistes. Le Bnai Brit (franc-maçonnerie juive internationale) s'y réunit régulièrement et y organise son salon du livre. Son maire est un ardent défenseur d'Israël. Dans sa croisade pour l'Etat juif, il n'hésite pas à utiliser les symboles coloniaux (défense de la civilisation judéo-chrétienne, avant-poste de la démocratie), à l'instar de l'ancien premier ministre espagnol qui a déclaré, récemment : « Il faut défendre Israël à tout prix, car s'il tombe, l'Europe aussi tombera ». D'ailleurs un portrait géant du soldat israélien enlevé par le Hamas orne la façade de la Mairie."

-"Il y a ce personnage, MST, qui traverse tout le roman, et qui ressemble furieusement à BHL..."

"Je vous laisse la responsabilité de ce constat. Il est vrai qu'il y a quelques ressemblances, mais en principe ce n'est pas lui. Ceci dit, il ne me déplait pas que certains fassent ce rapprochement.

Michel-Samuel Taïeb est effectivement un personnage central, correspondant à son rôle flamboyant, à ses nombreux réseaux, à son implication sans réserve en faveur d'Israël, à l'acharnement avec lequel il recrute d'autres sayanim. C'est lui qui va recruter le cardiologue, qui va intervenir à l'Elysée pour donner l'ordre aux rectorats de remplir le stade de jeunes beurs, qui va appeler un responsable d'émission à Canal Plus pour humilier en direct des militantes de SOS Palestine, qui va faire pression sur le recteur de la Mosquée de Paris pour soutenir ce prétendu « match pour la paix », etc. Le chef du Mossad à l'ambassade d'Israël à Paris dit de lui : « Il vaut plus que 100 sayanim »."

-"On a l'impression que vous vous êtes pas mal amusé avec les noms des sayanim."

"Je n'ai pas pu m'en empêcher. Le fait de trouver ces noms, que d'aucuns pourraient rapprocher de personnages réels, me remplissait de joie (sarcastique) à chaque fois. Delanoix, Fauderch, Idler, MST, Goldnavet, Vil-Neuf, j'en passe et des meilleurs. Il est vrai que mes sympathies vont là où vous savez. Je n'avais aucune raison de les épargner."

-"Est-ce à dire que c'est un roman politique ?"

"Si on entend par là qu'il prend position de façon claire et nette, tout en dénonçant les pratiques de chantages et de manipulations au profit d'une politique impérialiste, alors oui, c'est un roman politique. D'ailleurs il est dédié « à tous ceux qui se battent pour la justice en Palestine ». La forme romanesque n'est qu'une méthode pour y arriver. Bien qu'une grande partie du livre se base sur des faits réels, ou exprime une réalité telle qu'elle pourrait se dérouler. Lorsque MST appelle Canal Plus, je n'étais pas à l'écoute, mais la façon dont la plupart des grands médias lui déroulent le tapis rouge me fait penser que c'est sa manière d'agir. Et d'être obéi."

- "Est-ce qu'on vous mettra des bâtons des roues ?"

"Certainement. Les sayanim et leurs complices -et ils sont nombreux et occupent des postes stratégiques- feront tout pour élever un mur de silence. Ou bien ce sera le déni. Ou enfin le recours à ces vieilles méthodes de l'amalgame. Une critique d'Israël équivaut à de l'antisémitisme. Parler des sayanim, c'est revenir à cette accusation de « complot » que certains antisémites, au tournant du 20e siècle, lançaient aux juifs pour les discréditer. Le discours du déni et d'un certain terrorisme intellectuel est bien rodé."

- "Que peut-on vous souhaiter ?"

"J'espère d'abord que ce livre ouvrira les yeux sur cette force puissante et insidieuse mise au service d'une idéologie de domination. Qu'il permette ensuite un décryptage plus pointu des événements. Et enfin qu'il favorise l'émergence de contre-pouvoirs."

Source : Intérêt Général

Samedi 17 juillet 2010

<http://www.interet-general.info/...>

2-7 Nicole Johnston : A l'intérieur de la « zone-tampon » d'Israël.

Samedi matin à Gaza. Nous étions accroupis au beau milieu de ce qu'Israël appelle la « zone tampon », écoutant les tirs israéliens, dirigés sur nous. C'était des tirs de semonce – au-dessus de nos têtes. Mais assez près pourtant pour convaincre chacun d'entre nous que ce n'était pas une bonne idée de traîner dans le coin.

Avec deux équipes de tournage, quatre caméras, quatre militants internationaux et un journaliste étranger présents, je pensais bêtement que peut-être l'armée israélienne n'ouvrirait pas le feu à l'intérieur de la zone tampon. Peut-être arriveraient-ils dans leurs jeeps, jetteraient un coup d'œil et repartiraient.

L'expérience du Mavi Marmara, lorsque des soldats israéliens ont tué neuf résistants, aurait dû m'apprendre que la présence d'étrangers ou de médias n'est pas dissuasive lorsqu'il s'agit de l'armée israélienne.

La zone tampon est une terre agricole palestinienne adjacente à la frontière sous contrôle israélien autour de Gaza. Israël l'a interdite d'accès pour des raisons « de sécurité ». S'aventurer dans cette zone entre la frontière et à 300 mètres d'elle, c'est risquer d'être abattu par l'armée israélienne. Quelquefois ils tirent même bien au-delà des 300 mètres.

Mais la zone tampon est importante pour les Palestiniens, parce que c'est là que se trouvent 30% des meilleures terres de Gaza. Mais aujourd'hui, elles sont presque toutes en friche.

Toutes les maisons et les abris y ont été détruits au bulldozer pendant la guerre de janvier 2009.

Une agriculture sous les tirs

Aujourd'hui, seuls les fermiers de Gaza les plus tenaces, les plus courageux ou les plus concernés continuent de travailler leurs champs à l'intérieur de la zone tampon.

Nous avons rencontré l'un d'entre eux, Abu Thaima.

Il a trois épouses, plus de 20 enfants et avant la guerre, il avait aussi une ferme rentable.

Sa vieille maison est maintenant un tas de ciment dans la zone tampon, entouré de mauvaises herbes.

Mais il défie Israël. Il a planté ses cultures à la main. Aucune machine agricole n'est autorisée ici. Et maintenant, il est prêt à faire sa récolte.

Abu Thaima conduit un groupe de femmes dans la zone tampon. Apparemment, Israël a moins tendance à tirer sur les femmes palestiniennes que sur les hommes.

Quelques minutes plus tard, les jeeps israéliennes sont arrivées et les tirs ont commencé.

C'est la première fois que j'entendais des tirs à balle réelle. Pas de balles caoutchouc-acier ou de grenades lacrymogènes, ici. C'est directement les balles réelles.

Pendant qu'Israël tirait, quatre militants de l'International Solidarity Movement (ISM), - **les boucliers humains** – sont restés sur place.

Portant des gilets fluorescents, ils ont filmé l'incident sur de petites caméras.

Tout au long de la fusillade intermittente, Adie Nistelrooy, un activiste britannique, a parlé avec calme aux Israéliens par haut-parleur. Je doute qu'ils aient pu l'entendre. Mais quelque part, la voix de la raison était étrangement rassurante.

Nistelrooy a dit : « *C'est un événement pacifique, des femmes et des enfants ramassent leur blé, ils veulent juste ramasser le blé et rentrer à la maison, c'est tout. Il n'y a pas de mal à ça, n'est-ce pas ?* »

En bien non, ça ne va pas.

Dans la zone tampon, les Palestiniens ne sont pas autorisés à faire des cultures. Ni à ramasser leur blé. Même pas à la main. Même pas par les femmes.

Des femmes sous les tirs

Certaines des femmes avaient tellement peur des tirs qu'elles s'étaient accroupies derrière une botte de paille.

Ce fut une scène pathétique. Les camions de l'armée israélienne à 150 mètres, des tirs d'armes automatiques nous tombant dessus depuis la frontière, et ici, ces femmes effrayées, espérant que la botte de paille les protégerait.

Les tirs ont cessé un moment, puis ont recommencé.

C'est alors que nous avons tous quitté la zone tampon. Quelques femmes sont parties en courant. La semaine passée, les tirs étaient bien plus proches, sifflant au-dessus de leurs têtes. Et ce jour là, ils n'ont pas récolté grand-chose.

Mais Abu Thaima dit que rien ne l'empêchera de travailler sa terre. Il continuera d'aller dans la zone tampon pour planter et récolter.

C'est sa terre, et il ne peut pas l'abandonner.

Source : [Al Jazeera](#)

16-07-2010

Traduction : MR pour ISM

VIDEO : http://www.youtube.com/watch?v=gcRPSG-UYF0&feature=player_embedded
http://www.youtube.com/watch?v=gcRPSG-UYF0&feature=player_embedded

redoute d'être emmurée.

Israël a entamé la construction d'une nouvelle section de sa "barrière de sécurité" entre l'Etat hébreu et la Cisjordanie: le tracé passe par Walajeh, et nombre d'habitants redoutent que cela signifie à terme la disparition du village.

Dissuader les "terroristes"

Israël a commencé en 2002 la construction de ce "mur de séparation", insistant sur la nécessité de dissuader les "terroristes" de pénétrer sur son territoire, après des attentats-suicides ayant fait des centaines de morts en Israël. Mais la barrière, où alternent murs de béton en zone urbaine et grillages métalliques ailleurs, empiète sur la Cisjordanie et les Palestiniens accusent l'Etat hébreu de s'en servir comme un instrument d'annexion de terres. "On s'accrochera au village, avec les dents"

La nouvelle section en construction, selon une carte du ministère israélien de la Défense, doit totalement encercler Walajeh, une localité de quelque 2.000 habitants au sud-ouest de Jérusalem. La plupart des terres agricoles de Walajeh, si la construction est menée à bien, deviendront inaccessibles.

"On s'accrochera au village, avec les dents", prévient le conseiller municipal Adel Atrache. "Mais on ne sait pas comment la prochaine génération envisagera les choses. Elle ne pourra peut-être pas vivre avec toutes ces difficultés et décidera de partir".

Il y a six ans, la Cour internationale de Justice avait jugé que le tracé de la barrière de sécurité à travers la Cisjordanie constituait une infraction au droit international et a invité Israël à démanteler ce qui avait déjà été construit. L'Etat hébreu a rejeté les conclusions de la CIJ, qui n'ont pas force de loi, et a démenti établir une frontière. "Dans de futures négociations" sur un Etat palestinien, "le tracé de la barrière de sécurité ne sera pas un facteur politique", a assuré un porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor. La barrière est à ce jour achevée aux deux tiers et s'étend sur plus de 400km.

A Walajeh, la barrière doit faire une incursion profonde en Cisjordanie pour laisser les colonies d'implantation de Har Gilo et Gouch Etzion du côté "israélien" du tracé. Interrogé, le ministère de la Défense s'est refusé à fournir des précisions, notamment sur la circulation des habitants dans leur future enclave.

D'après Adel Atrache, l'armée israélienne a évoqué la possibilité de mettre en place une route d'accès, protégée par un poste de contrôle, et des portes permettant aux agriculteurs de se rendre sur leurs terres.

Mais les habitants sont sceptiques, confie-t-il.

Niveler le sol et déraciner des arbres.

Au cours des dernières semaines, les engins de terrassement ont commencé à niveler le sol et déraciner des arbres près de Walajeh, en préparation des travaux. Ahmed Barghouti, 63 ans, explique avoir ainsi perdu 88 oliviers le mois dernier et redoute maintenant qu'un caveau familial proche soit détruit.

L'avocat de la municipalité, Me Gniath Nasser, dit avoir obtenu un ordre temporaire d'interruption des travaux à cet endroit, jusqu'à ce que la Cour suprême israélienne statue sur le sort du caveau. Les tribunaux israéliens ont été saisis de nombreuses plaintes et la Cour suprême a

déjà ordonné au gouvernement des modifications du tracé dans certaines localités, comme à Bilin.

"C'est comme mettre toute ma famille en prison" Omar Hadjajla, un voisin d'Ahmed Barghouti, dit avoir été informé par des responsables israéliens que sa maison serait totalement entourée de grillages. "C'est comme mettre toute ma famille en prison", déplore-t-il.

Autre problème, de nombreuses maisons de Walajeh ont été construites sans autorisation israélienne et risquent ainsi d'être rasées, note Meir Margalit, un conseiller municipal de Jérusalem qui a pris position pour le village. Ces permis, dit-il, sont impossibles à obtenir. "Dans tous les cas, mon sentiment est que Walajeh va disparaître", estime-t-il.

La Rédaction

14 juillet 2010

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2162>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Khaled Amayreh : La destruction de l'Etat palestinien.

Pendant que le reste du monde papote sur le processus de paix, et qu'Obama suscite de faux espoirs d'une résolution du conflit israélo-palestinien, Israël travaille à marche forcée pour créer des faits accomplis à Jérusalem Est occupée ainsi que dans toute la Cisjordanie.

Ces faits, qui prennent la forme de dizaines de milliers de logements pour les colons juifs construits partout dans la ville occupée et au-delà, sont en train de changer les caractéristiques démographiques et le panorama d'ensemble de Jérusalem Est. Jérusalem n'est pas juste une autre ville. Elle est extrêmement sacrée pour plus de 1,5 milliards de musulmans à travers le monde, abrite quelques-uns des lieux les plus saints de l'Islam. Par conséquent, la judaïsation progressive de la ville par Israël est susceptible de compliquer considérablement tout effort futur pour trouver un règlement pacifique au conflit.

Un intellectuel palestinien disait de la situation à Jérusalem que « *c'est maintenant un conflit ouvert similaire à la lutte des musulmans pour débarrasser la ville des Francs aux 11ème et 12ème siècles.* » « *Cette lutte peut prendre plusieurs décennies, voire un siècle ou plus, mais elle se terminera par le démantèlement ou la destruction de quelque chose appelé Israël,* » a déclaré un habitant d'Hébron, au sud de la Cisjordanie.

Dans un entretien approfondi avec *Al-Ahram Weekly*, le cartographe et expert en démographie Khalil Tufakji soutient de manière convaincante que la situation à Jérusalem Est a déjà atteint le point de non retour. « *Si quelqu'un vous dit que c'est toujours possible d'avoir un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale, ne le croyez pas. C'est plus un fantasme qu'une vision réaliste. C'est un mantra totalement détaché de la réalité.* »

Tufakji expliquait qu'Israël a déjà confisqué 87% de Jérusalem Est, ne laissant que la partie bâtie, qui n'excède pas 13% de la ville saisie par Israël en 1967. « *Même ce petit secteur est soumis au harcèlement quotidien incessant d'Israël dans le but de nous obliger à abandonner nos biens pour les intérêts des colons juifs.* »

Tufakji soulignait qu'Israël a adopté deux plans visant à finaliser le processus qui consiste à faire de Jérusalem la capitale éternelle et indivisible d'Israël. Le premier plan est appelé *Jérusalem 2020* et projette la construction de plus de 58.000 logements coloniaux dans les limites de Jérusalem Est d'ici 2020. Le second plan, connu sous le nom de *Jérusalem 30/A*, envisage une croissance de la population juive par dizaines de milliers pour faire des Palestiniens une petite minorité rétrécie dans leur propre ville.

« *Ils ont l'intention de faire de Jérusalem une ville privilégiée, une ville qui attirera les juifs de partout. Et pour mettre en œuvre cette vision, ils offrent de nombreuses incitations, dont de grosses réductions d'impôt, des conditions de logement facilitées, des prêts hypothécaires ainsi qu'une infrastructure renforcée et des possibilités d'emploi intéressantes.* »

Tufakji dit qu'Israël projette aussi de repousser les limites de la ville dans toutes les directions au point que la population arabe n'excèdera pas 12%, tandis que la population juive attendra un 88% sans précédent. La réalisation de ce plan provoquant prendra la forme d'une campagne de nettoyage ethnique de la démographie arabe à Jérusalem.

« *Leur tactique consiste à confiner le plus d'habitants arabes possible sur la plus petite surface de terre possible. En plus, ils accéléreront considérablement les démolitions des maisons arabes et retireront leurs droits de résidence à autant de Jérusalémites de l'est que possible pour vider la ville de ses citoyens arabes et gommer son identité arabo-musulmane.* »

Israël a déjà privé de leurs droits à la résidence 70.000 résidents arabes, en concoctant toute une flopée de prétextes et de justifications, comme le fait d'avoir voyagé à l'étranger ou d'être impliqué dans de vagues violations de la sécurité. Depuis 1994, Israël a démoli près de 1.000 grands immeubles à Jérusalem Est.

Tufakji a souligné que la pression israélienne continue, couplée avec la politique israélienne de rétrécissement des horizons arabes, a provoqué la diminution de la population arabe de la ville intra-muros à 175.000 habitants, alors que la population juive a grimpé à plus de 200.000. *Al Ahram Weekly* a demandé à Tufakji s'il pensait que l'Autorité palestinienne jouait sur le temps en ce qui concerne le sauvetage de Jérusalem.

« *Malheureusement, il est trop tard pour Jérusalem à l'heure actuelle. D'autres disent que c'est la même chose pour la Cisjordanie. En dernière analyse, nous parlons de faits objectifs, sur le terrain. Pour simplifier les choses pour vos lecteurs, je peux dire qu'Israël a tué la possibilité d'un véritable Etat palestinien. Et si quelqu'un vous dit que Jérusalem sera la capitale d'un futur Etat palestinien, ne le croyez pas.* »

Tufakji a ajouté qu'Israël, sous couvert de pourparlers de paix malhonnêtes avec une direction palestinienne faible et démoralisée, était en train de changer la face des territoires palestiniens occupés à un point tel que toute entité palestinienne qui pourrait être établie serait « *gravement déformée* » et « *serait très, très laide.* » « *Il est vrai que je ne suis pas un homme politique, mais nul besoin d'être un grand politicien pour voir les faits et la situation scandaleuse ici.* »

Cette semaine, des sources israéliennes ont rapporté que le président des Etats-Unis Barack Obama et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont convenu qu'Israël pourrait continuer son expansion coloniale mais sans en faire d'annonces publiques.

Le 12 juillet, le quotidien israélien *Haaretz* a rapporté que le Comité de planification municipale de Jérusalem a approuvé la construction de 32 nouveaux logements coloniaux à Jérusalem Est. L'article cite un membre du comité : « *Nous continuerons à construire partout, et dans chaque quartier de Jérusalem.* »

Netanyahu, qui vient juste de terminer une « *visite fructueuse à Washington,* » a assuré ses partenaires pro-colonies de la coalition qu'il ne prolongerait pas le moratoire sur l'expansion de la construction coloniale qui doit expirer le 27 septembre. Selon les médias israéliens, Netanyahu a dit qu'« *une promesse est une promesse, une date est une date et un objectif est un objectif.* »

Pendant ce temps, la direction palestinienne à Ramallah continue de tergiverser sur l'opportunité de reprendre des pourparlers directs avec Israël, comme réclamé par Netanyahu et exigé par Obama.

Avec des pourparlers directs qui ont duré des années sans aucun résultat, on peut se demander ce qui maintenant pourrait convaincre les Palestiniens d'accorder une nouvelle chance aux négociations.

[Khaled Amayreh](#)

19 Juillet

Traduction : MR pour [ISM](#)

Source : [Al Ahram](#)

3-2 Israël et son arsenal militaire.

Jamais Israël, depuis l'usurpation de la Palestine, ne s'était adonné à un tel étalement de son arsenal militaire. Chaque fois qu'il s'achète un nouvel armement, qu'il s'en fabrique un, voire qu'il envisage de s'en acquérir un nouveau, même sans être sûr de l'obtenir, une couverture médiatique est vite mise au point, au détail près. Même l'armement nucléaire, dont le secret avait pendant longtemps été soigneusement gardé n'a pu être épargné...

On croirait que l'entité sioniste n'a plus de secrets militaires.

Cette fois-ci, et selon les deux quotidiens « Yediot Aharonot » et « Jérusalem Post », l'armement convoité serait les avions de chasse F35, fabriqués par la Lockheed Martin.

La semaine dernière, une allusion indirecte avait été évoquée, lors de la rencontre entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le secrétaire d'état américain de guerre Robert Gates à Washington, faisant état de négociations pour l'achat d'armement super sophistiqué.

Force est de constater qu'en parallèle, les deux journaux ont pris le soin de rapporter que des expériences ont été effectuées la semaine dernière sur d'autres avions aussi perfectionnés, les F15, connus sous le nom de « l'aigle silencieux », pouvant transporter plus de missiles que les F35. Signalant bien entendu qu'elles ont été un succès.

Mais la particularité des F35 réside selon les israéliens dans le fait qu'ils sont plus aptes à échapper au radar, et donc aux systèmes de défense antiaérien iranien. Raison invoquée pour en faire le principal de leur arsenal aérien.

Mais le grand inconvénient est qu'ils sont très chers : 130 millions de dollars l'appareil.

Des négociations seraient en cours en vue d'en baisser le prix. Si elles aboutissent, les appareils ne seraient pas livrés avant quatre années.

S'agissant de l'étalement médiatique de son arsenal, l'entité sioniste avait évoqué les jours derniers le déploiement d'un système défensif : un radar de type Raz, fabriqué sur place, pouvant soi-disant capter les sites de lancement des roquettes et des missiles, et d'en transmettre les coordonnées aux artilleries pour qu'elles puissent les bombarder.

Il est vrai que plus Israël s'arme, plus il en parle. Cela fait depuis la guerre de juillet que cela perdure. Jusqu'à nous laisser douter qu'il parle plus qu'il ne s'arme.

Dans les apparences des mots employés, les menaces de guerre retentissent. Indirectement, voire inconsciemment, les mises en garde seraient au même degré, dissuasives, en harmonie avec le principe selon lequel le fait de parler des préparatifs de la guerre servirait à l'éviter.

Effets indésirables : elles ont pour effet, chez les adversaires les plus obstinés, de les exhorter à se préparer eux aussi. A cet égard, le même phénomène est perçu du côté iranien.

Raison pour laquelle Israël use de tous ses moyens, de la carotte comme du bâton, pour couper court aux sources d'approvisionnement en armements des Iraniens. (Comme c'est le cas du système antiaérien russe S300). Croyant que sa supériorité militaire jouera en sa faveur.

Mais il est des batailles où les armements les plus sophistiqués paraissent impuissants, et durant lesquelles seuls les bras des hommes, leur obstination et la justesse de leur cause décident de leur cours.

13/07/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=146127&language=fr>

4 Annexe

4-1 Dr. Azzam Tamimi : Hamas : son histoire de l'intérieur.

L'ouvrage Hamas : Son histoire de l'intérieur de Dr. Azzam Tamimi s'inscrit dans une volonté de montrer au monde la vision du mouvement du Hamas et d'expliquer ainsi son développement. Le département français du Centre Palestinien d'Information (CPI) a donc jugé intéressant d'en présenter ici la traduction complète, diffusée régulièrement en de nombreuses parties.

Le Hamas au gouvernement (13)

Dans une autre tentative d'affaiblir le Hamas, Mahmoud Abbas mit la pression sur les membres de la direction du Fatah pour qu'ils ne rejoignent pas le gouvernement, que le Hamas espérait être un gouvernement d'unité nationale. Certains membres-clés du Fatah avaient soutenu la formation d'un gouvernement d'unité nationale dirigé par le Hamas. Cependant, il fut largement rapporté que des députés du Fatah furent influencés et menacés par leur direction pour qu'ils ne rejoignent pas une telle administration. On leur promit qu'ils continueraient à recevoir des salaires à travers le bureau du président afin qu'ils ne soient pas affectés par des sanctions. Entre-temps, ils furent aussi avertis que s'ils rejoignaient le gouvernement d'unité nationale du Hamas sans un changement préalable dans l'attitude du Hamas à l'égard d'Israël, ils seraient punis et pouvaient risquer d'être placés sur des listes de suspects terroristes. Il s'avéra plus tard que le temps que le Fatah comme à discuter de la formation du gouvernement avec le Hamas, le conseil révolutionnaire du Fatah, un élément décisionnel clé au sein de l'organisation du Fatah, avait déjà décidé de boycotter le gouvernement. Le Fatah était déterminé à s'opposer au Hamas où cela lui était possible et de causer l'échec du gouvernement du Hamas.

En même temps, ironiquement, les négociateurs du Fatah continuaient à insister sur le Hamas pour qu'il accepte les trois conditions fixées par les Etats-Unis s'ils souhaitaient que les membres du Fatah considèrent de rejoindre son cabinet. Cependant, des porte-parole du Fatah tels que Sa'ib Urayqat, Jibril Al-Rajub et Muhammad Dahlan avaient déjà indiqué que le Fatah préférerait faire partie de l'opposition. Le Fatah voulait de cette façon se donner un répit et une chance de reconstruire sa structure et de nettoyer ses différentes actions de corruption, laissant le Hamas à lui-même pour voir s'il allait

réussir à diriger l'autorité palestinienne. Le temps que le Hamas approche les autres factions pour discuter de la possibilité de former un gouvernement d'unité nationale, la position officielle du Fatah avait changé. Il posait maintenant deux conditions que le Hamas devait satisfaire. Premièrement, il devait reconnaître le droit à exister d'Israël, et deuxièmement, il devait reconnaître la revendication de l'OLP à être le "seul représentant légitime du peuple palestinien". Aucune de ces conditions n'était acceptable pour le Hamas, qui continua à former un gouvernement de lui-même. Celui-ci prit ses fonctions le 29 mars 2006.

Ayant échoué à persuader le Hamas d'accepter la formation d'un gouvernement d'unité nationale, comme désiré par la communauté internationale, le président Abbas publié un certain nombre de décrets présidentiels retirant au cabinet du Hamas récemment formé le contrôle d'une grande partie de la base institutionnelle du gouvernement. En réalité, il veilla à mettre en place le principe de la délégation de l'autorité qu'il s'était lui-même efforcé à appliquer lorsqu'il était premier ministre à l'époque de Yasser Arafat. Il revendiqua une autorité présidentielle exclusive sur les forces de police, sur les divers supports médiatiques comme la télévision, la radio et l'agence de presse Wafa, sur le département de vente et d'enregistrement de biens, et un contrôle sur les points de passage entre Israël et les territoires palestiniens. Même le département en charge du hadj et de la 'umra (le pèlerinage à la Mecque) au sein du ministère des affaires islamiques était attaché à son propre bureau. Dans un coup direct porté aux plans de réforme du nouveau gouvernement, il nomma Rashid Abu Shbak en charge de la sécurité interne, une position supposée être sous le contrôle du ministère de l'intérieur. En même temps, pour renforcer son contrôle sur les ministères déjà grandement affaiblis, il désigna neuf sous-secrétaires, dont aucun n'était technocrate et qui étaient tous des membres du Fatah qui lui étaient fidèles et qui ne rendait compte qu'à lui. Ainsi, le gouvernement dirigé par le Hamas n'avait pas de force de police à sa disposition, pas de média contrôlé par le gouvernement, peu de contrôle sur les ventes et enregistrements de terrains, et aucune autorité quelle qu'elle soit sur les passages frontaliers. On rapporta que l'assistant du secrétaire d'Etat américain pour les affaires du Proche-Orient suggéra à Mahmoud Abbas qu'il désigne Salam Fayyad, un ancien ministre des finances, en tant que directeur financier dans son propre bureau avec la responsabilité de gérer les fonds entrants.

Mardi 20 juillet 2010

Dr. Azzam Tamimi

Traduction réalisée par le Centre Palestinien d'Information (CPI)

4-2 De l'Iran au Monde arabe et à la Palestine.

EXTRAIT

Durant les deux mois passés, le Moyen Orient a vécu des développements rapides et imprévus, pour certains d'entre eux. Nous notons cela parce que nous pensons que ces nouveaux développements ne manqueraient pas de provoquer un nouveau rapport de forces, surtout à la lumière du dernier crime contre l'humanité commis par Israël à l'encontre de ressortissants turcs et autres, mais aussi des déboires de la guerre menée soi-disant contre le terrorisme en Afghanistan et des nouvelles sanctions prises contre l'Iran.

Les développements les plus significatifs peuvent se résumer dans les points suivants :

1-Israël poursuit son escalade contre l'Iran et le Liban, poussant les Etats-Unis à prendre des mesures plus restrictives contre ce qu'il appelle « l'infiltration iranienne » vers les frontières israélo-libanaise, tant à travers les positions prises par la Syrie que par la présence des militants du Hezbollah et des armes « nouvelles » qu'il détient... Et, si nous ajoutons à cela les articles parus dernièrement dans les journaux américains à propos d'une possible attaque israélienne qui se prépare (à partir de certaines bases de l'OTAN en Géorgie) ou, encore, les manœuvres qui ont eu lieu, au milieu du mois de mai près de la frontière Sud du Liban, ou, enfin, les menaces lancées par Tel Aviv contre le Liban à la suite de la découverte du pétrole dans les eaux territoriales libanaises, nous pouvons dire que les possibilités d'une agression sont devenues très claires, même si certains milieux dirigeants israéliens essaient de montrer une patte de velours envers la Syrie en appelant, selon « Maariv », au retour des négociations bilatérales et, même, à un traité de paix avec Damas afin de l'extirper de « l'axe du mal, d'isoler le Hezbollah et de sauver le Liban ». Ces milieux, toujours selon « Maariv », partent d'un état de fait qui dit que « l'axe des pays tempérés [entendre : à la solde de Washington] s'est écroulé et que tous se trouvent au pied du mur, craignant ce qui pourrait se passer ».

2-D'un autre côté, il est nécessaire de faire le point sur les points cumulés par le régime syrien dans le face-à-face qui l'oppose à Israël. Le président syrien Bachar Assad a pu obtenir de nouvelles armes, dont des bombardiers, sophistiqués en provenance de la Russie dont le président, en visite dans la région, avait déclaré que son pays ne « croquera pas les bras si le Moyen Orient est soumis à une nouvelle agression ». Medvedev a, de plus, asséné un second coup dur à Washington et à Tel Aviv en rencontrant Khaled Meshaal, représentant du Hamas, et en déclarant ouvertement son appui à la nouvelle coalition économique formée par la Syrie, l'Iran et la Turquie ; d'ailleurs, au lieu de tenir compte des nouvelles sanctions prises par le Conseil de sécurité contre l'Iran, Medvedev a déclaré son intention de poursuivre l'exécution du contrat concernant la vente des missiles sophistiqués à ce pays... Cette position, ajoutée à celle de la Turquie à propos de l'uranium iranien, fut peut-être à la base du crime commis contre la flottille de la liberté.

Et, si nous nous arrêtons quelque peu sur les nouvelles positions de la Turquie, surtout celle concernant le vote contre les nouvelles sanctions au Conseil de sécurité, nous pouvons prévoir dans l'immédiat deux situations contradictoires :

-Le premier est que les nouvelles positions prises par la Turquie ne manqueraient pas, pour un certain temps, de mélanger les cartes influant positivement sur la Syrie et l'Iran, mais aussi sur l'équilibre des forces au Moyen Orient, né durant la deuxième présidence de Georges W. Bush. En même temps, ces changements intervenus feront d'Ankara un adversaire réel à l'Arabie saoudite ou à l'Egypte dans le monde arabe.

-Le deuxième est que, malgré le crime commis par les commandos israéliens contre des ressortissants turcs, la tension entre la Turquie et Israël ne pourra pas aboutir, comme certains le pensent, à la rupture des liens diplomatiques et économiques entre les deux Etats, surtout si nous prenons en considération l'importance des échanges commerciaux entre les deux pays, mais aussi les projets militaires et industriels formés par eux.

Ces situations contradictoires laissent prévoir, à leur tour, que le conflit turco-israélien ne dépassera pas le stade du momentané, même si on a l'impression du contraire. C'est que le conflit sur le pouvoir entre le gouvernement et l'armée n'a pas penché la balance d'un côté ou d'un autre ; de plus, l'idéologie religieuse du Hizb Al-Adala au pouvoir ne fait pas le poids devant les intérêts économique d'un régime qui cherche de nouveaux marchés et de nouvelles alliances vers le Sud et l'Est après que l'Union européenne ait fermé ses portes devant lui.

3-Par rapport à l'Iran, le pouvoir de Mahmoud Ahmadinijad a réussi à enregistrer une petite victoire face à 'administration des Etats-Unis, en donnant au Brésil et à la Turquie le trophée concernant l'uranium enrichi; ce qui fait que la balle est passée dans la cour de Washington qui tente, en vain ou presque, d'imposer de nouvelles restrictions contre le gouvernement de Téhéran afin de le pousser à des positions plus flexible en ce qui concerne l'Irak et l'Afghanistan dans lesquels patauge l'administration de Barak Obama. Voilà pourquoi il est à penser que la dernière résolution du Conseil de sécurité constitue un péché mortel de la part des Etats-Unis, puisque ni la Chine ni la Russie ne résilieront aucun accord fait avec ce pays, ce qui veut dire que l'application est loin d'être faite.

4-A partir de cette vision des choses, nous disons que la politique suivie par l'administration des Etats-Unis tente de faire la différence entre la Syrie et l'Iran: retour à la normale avec le premier pays (et retour de l'ambassadeur étasunien) et préparation d'une agression contre le second, selon un plan mis au point par Robert Gates et qui englobe la région moyenorientale toute entière, à commencer par l'Irak et l'Iran et jusqu'au Liban.

Tout cela nous ramène à la question que nous nous étions posée, dans le bulletin précédent, sur un possible retour de notre région à la guerre, à commencer par la Palestine, où les solutions politiques sont au point mort malgré les grandes concessions faites par le régime de Mahmoud Abbas qui a consenti de revenir à la table des négociations indirectes, pendant trois mois, puis directes, à partir de septembre, compte non tenu de la poursuite par le gouvernement israélien du blocus de Gaza ou de la politique de colonisation en Cisjordanie et dans la région d'Al Quds.

Dans cet objectif, il est nécessaire de dévoiler les conditions nouvelles posées par Benjamin Netanyahu et Yuci Belin (chef des négociateurs é Oslo) et qui peuvent se résumer comme suit :

-Retarder la recherche d'une solution finale jusqu'à ce que les Israéliens soient prêts à l'accepter.

-Retarder la discussion des problèmes essentiels, à commencer par ceux concernant la domination des forces de sécurité israéliens sur les territoires contrôlés par le pouvoir palestinien et, surtout, l'avenir d'Al Quds. En même temps, le gouvernement israélien a réaffirmé clairement son refus du droit au retour de plus de 100 000 réfugiés palestiniens dans leurs terres, la possibilité de se retirer d'Al Quds ou d'accepter un Etat palestinien armé.

Et, au moment même où les représentants de 'opinion internationale continuent leurs actions contre les ambassades d'Israël et des Etats-Unis (le parti Communiste libanais avait appelé à une manifestation de la gauche devant les bureaux de l'ambassade américaine é Aoukar), au moment où de nouvelles flottilles se préparent à appareiller pour Gaza, les Israéliens poursuivent leur politique agressive et criminelle, avec l'appui de Washington, à commencer par les positions prises à l'ONU contre la formation d'une commission d'enquête internationale, ou encore les déclarations de Barak Obama et, surtout, de l'ex conseiller de G< W< Bush, Eliot Abrams qui vit dans la condamnation par certains pays du crime israélien « une position encourageant les terroristes » (?), d'où la nécessité pour l'administration étasunienne de la combattre

Beyrouth, le 22 juin 2010

(Traduit le 1^{er} juillet 2010)

Le Comité des relations internationales

Du Parti Communiste Libanais

<http://www.palestine-solidarite.org/dossier.Liban.pcl.020710.htm>

4-3 Quand la drogue devient une arme de guerre...

Extrait de France Inter - les chroniques - La revue de presse

L'histoire se passe entre Israël et l'Egypte. Elle est racontée dans le dernier numéro de la revue XXI. C'est une histoire qui n'est jamais vraiment sortie dans la presse : elle a toujours été l'objet de la censure militaire en Israël...

De 1959 au milieu des années 80 (bien après les accords de Camp David donc), Israël a tenté d'inonder l'Egypte de drogue pour rendre accros les Egyptiens et affaiblir son armée. C'est "l'opération Toto". L'une des unités d'espions les plus prestigieuses de l'Etat hébreu, l'unité 504, était chargée de sa mise en oeuvre.

A l'époque, elle avait été approuvée par le Premier ministre lui-même, David Ben Gourion. Les participants avaient été convoqués dans un endroit inconnu, au centre d'Israël. On leur avait demandé d'accepter une mission supérieure sans en connaître le contenu.

Les routes empruntées pour le trafic étaient très variées, les sommes et les quantités de drogue impressionnantes. Un participant à l'opération Toto se souvient d'avoir voyagé avec plus d'un million de dollars en liquide pour les remettre à un cultivateur libanais. Les agents avaient tellement de drogue sur eux que, lorsqu'ils rencontraient les trafiquants pour négocier, il arrivait qu'on entretienne les feux de camp avec des ballots de haschich de plusieurs milliers de dollars. Un espion raconte que lorsqu'il rentrait chez lui, il se faisait engueuler par sa femme à cause de l'odeur tenace de drogue sur ses vêtements. Tout cela a été gardé secret. Et les agents qui risquaient de parler, on les a fait taire de manière impitoyable. XXI raconte le cas d'un officier qui manifestait un comportement étrange à la fin des années 70 : il a terminé dans un asile de fous.

L'enquête de XXI est signée Benny Lévy. En marge de l'article, le rédacteur en chef Patrick de Saint-Exupéry souligne que ceux qui ont parlé aux journalistes risquent toujours l'emprisonnement. Le débat entre exigence de sécurité et nécessité de démocratie est loin d'être clos en Israël.

(ND : « Et le pays dont Israël redoute le plus l'action pour sa sécurité, c'est l'Iran »)...

Petit rappel de géographie... Au nord de l'Iran, sur les bords de la mer Caspienne, il y a l'Azerbaïdjan. Et si le terrain de guerre entre Israël et l'Iran, il était là ? C'est un article plein de bruits de bottes sur le site Slate.fr : "Américains, Israéliens et Iraniens se font face à la frontière de l'Azerbaïdjan".

C'est la conséquence du coup de froid entre Turquie et Israël. Le gouvernement de Tel Aviv a cherché un autre allié dans la région. Et il s'est rapproché de l'Azerbaïdjan. La frontière avec l'Iran s'étend sur 560 km.

Des avions militaires de l'Etat juif s'entraînent dans l'espace aérien. Des conseillers techniques militaires sont dans la zone. Plus encore, cet ancien satellite de l'Union Soviétique est désormais sous influence occidentale : des bases de l'OTAN y ont été installées, des troupes spéciales américaines également.

Côté iranien, des chars, de l'artillerie, des unités anti-aériennes et d'infanterie ont été vus se dirigeant vers le nord.

Sur Slate.fr, Jacques Benillouche se dit qu'il est possible que cette démonstration militaire préfigure de véritables discussions, maintenant que chacun a montré ses muscles. Et il conclut : "Ce serait la meilleure hypothèse".

Israel7 (Arouts 7) - Dimanche 04 Juillet 2010

4-4 Tous les nouveaux articles de ce jour concernant la Palestine par Ismael Mulla.

Vous trouverez à l'adresse ci-dessous tous les nouveaux articles de ce jour concernant la Palestine : <http://alqods-palestine.blogspot.com/>

Ce blog est destiné à informer sur les parutions d'articles francophones concernant la situation en Palestine.

Voici les titres du bulletin de ce jour:

- Sheikh Raed Salah : un dirigeant palestinien dévoué à sa cause
- 84e session au Caire de la conférence sur les réfugiés palestiniens dans les pays arabes
- Moratinos : il faut mettre fin au conflit arabo-israélien
- Israël : un atout stratégique ou un handicap pour les USA ?
- La droite israélienne embrasse-t-elle la solution à un État ?
- « L'IDF n'est pas un état dans l'état ». Encore une victoire de Gush Shalom en justice.
- Survols israéliens du territoire libanais
- Bateaux pour Gaza : poursuite des préparatifs, pas de date de départ
- Erekat demande la reconnaissance de l'Etat indépendant palestinien
- L'aviation israélienne a attaqué Rafah
- Riposte palestinienne aux agressions sionistes
- L'Egypte renforce la sécurité à la frontière de Gaza
- Le convoi jordanien "Ansar1" rejoint "Miles Of Smiles", pour se diriger vers Gaza
- Quatre blessés lors des affrontements avec l'occupation à al Khalil
- L'occupation ouvre un nouveau musée sioniste dans la ville d'Al-Qods
- Le Cheikh Raed Salah commence sa peine dans la prison d'Al-Ramla
- Des Turcs protestent contre l'existence d'une équipe sioniste en Turquie
- Le Cheikh Raed Salah met en garde contre une guerre régionale visant à démolir Al-Aqsa
- Al-Ghoul appelle la Croix-Rouge à cesser les violations de l'occupation contre les captifs
- Manifestation sioniste devant le siège du gouvernement pour effectuer un échange de prisonniers
- Le gouvernement palestinien de Gaza lance la «Campagne de bienfaisance»
- Rassemblement à Rafah appelant à la reconstruction de la bande de Gaza
- Les Israéliens fuient le service militaire et le chef d'état-major s'en plaint
- Neuf captifs palestiniens vivent dans des conditions impossibles dans des cellules totalement isolés

Ismael Mulla

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19